UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

ESSAI SUR LA POLITIQUE SERBE

DANS SES RAPPORTS

AVEC L'EMPIRE BYZANTIN

ET

LA TURQUIE

« *On dirait que le Ciel aux nations magnanimes*
mesure plus de maux. »

LAMARTINE.

THÈSE

DE DOCTORAT ES SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

PAR

Yovan STEFANOVITCH

MONTPELLIER
IMPRIMERIE FIRMIN ET MONTANE
Rue Ferdinand-Fabre et Quai du Verdanson
1920

ESSAI SUR LA POLITIQUE SERBE

DANS SES RAPPORTS

AVEC L'EMPIRE BYZANTIN,

ET

LA TURQUIE

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

ESSAI SUR LA POLITIQUE SERBE

DANS SES RAPPORTS

AVEC L'EMPIRE BYZANTIN

ET

LA TURQUIE

« *On dirait que le Ciel aux nations magnanimes*
mesure plus de maux. »

LAMARTINE.

THÈSE

DE DOCTORAT ES SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

PAR

Yovan STEFANOVITCH

BIBLIOTHEEK RIJKS UNIV. LEIDEN

MONTPELLIER
IMPRIMERIE FIRMIN ET MONTANÉ
Rue Ferdinand-Fabre et Quai du Verdanson

1920

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. Valéry, doyen, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.

Moye, professeur de Droit international public.

Charmont, professeur de Droit civil (en congé).

Chausse, professeur de Droit romain (en congé).

Morin, professeur de Droit civil.

Donnedieu de Vabres, professeur de Droit criminel.

Becqué, professeur de droit civil.

De Nesmes-Desmarets, professeur de Droit administratif.

Roche-Agussol, agrégé d'économie politique.

Hugueney, agrégé de droit civil.

Petot, chargé de cours de Droit romain.

Bastid, chargé de cours de droit constitutionnel.

Dijol, chargé du cours de procédure.

Vincent, chargé de cours de Droit romain.

Bosc, chargé de cours de droit civil.

Vigié et **Brémond**, Doyens honoraires.

Laborde, professeur honoraire.

Rochette, secrétaire.

MEMBRES DU JURY :

MM. Moye, *président.*
Valéry.
Vincent. } *assesseurs.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

AUX MARTYRS DE L'INDÉPENDANCE SERBE

ET AUX

PIONNIERS DE L'UNITÉ YOUGO-SLAVE

YOVAN STEFANOVITCH.

ESSAI SUR LA POLITIQUE SERBE

DANS SES RAPPORTS

AVEC L'EMPIRE BYZANTIN

ET

LA TURQUIE

INTRODUCTION

Politique générale des grandes puissances en Turquie

Nous nous sommes proposé d'étudier dans notre thèse :

1° Les rapports de la Serbie du moyen-âge avec l'empire byzantin ;

2° Les rapports de la Serbie restaurée avec la Turquie depuis l'insurrection serbe de 1804 jusqu'aux guerres balkaniques de 1912-1913.

Ce sont les deux grandes périodes de l'histoire du peuple serbe : une du moyen-âge, l'époque de la grande Serbie et de l'empire de Douchan jusqu'à

sa chute, l'autre depuis sa restauration jusqu'à nos jours.

Les deux périodes sont séparées par cinq siècles de sommeil et d'esclavage du peuple serbe sous la domination barbare des Turcs.

Avant de commencer l'étude que nous nous proposons de faire, il faut rappeler en grandes lignes quelle a été la politique des puissances européennes à Constantinople depuis le XVII^e^ siècle et quelles étaient les causes du maintien de la domination ottomane à Constantinople et dans les Dardanelles.

Pour bien suivre les complications orientales, il faut tout d'abord se rendre compte de la contradiction initiale qui a toujours pesé sur la politique européenne dans l'empire ottoman et qui l'obligeait à se désavouer sans cesse elle-même. Cette contradiction consiste dans la coexistence, en ce qui concerne l'empire turc, de deux états d'esprit contradictoires, dont l'un conduit à la « politique d'intervention », l'autre à la « politique d'intégrité ».

L'intervention des puissances dans les affaires turques remonte aux premières « Capitulations ». Par incurie autant que par faiblesse les Turcs cédèrent peu à peu à l'Europe, à partir du XVIII^e^ siècle, une sorte de contrôle sur les « raïas ». Cette politique d'intervention s'inspira d'abord d'un sentiment religieux et fit les croisades. A ce sentiment succéda un idéal abstrait, philosophique, qui laïcisa la politique européenne. Pourtant cette laïcisation ne réussit pas à faire disparaître le senti-

ment obscur d'une solidarité nécessaire des peuples chrétiens en face des non chrétiens. Aux survivances de ce vieil idéal de la chrétienté et de l'esprit philosophique s'est superposé depuis la révolution française un élément nouveau, le « droit des peuples », les « droits de l'humanité », qui devenaient un prétexte à faire campagne contre les oppresseurs et en particulier contre les Turcs.

A mesure que la Sublime Porte abdiquait ainsi une partie de ses droits souverains, elle trouvait dans ce renoncement la meilleure des garanties pour son indépendance. Il est certain que la Turquie aurait déjà disparu depuis longtemps comme puissance européenne, si elle n'avait pas été sauvée par les interventions des Etats qui restreignaient sa souveraineté.

La tâche de la politique d'intervention, qui aurait eu pour terme l'expulsion des Turcs de tous les pays où ils ne sont pas en majorité et l'affranchissement de toutes les races opprimées, a été rendue toujours impossible à cause de la politique d'intégrité. Cette politique ne se réclame d'aucune doctrine. Elle n'a pour règle que l'utilité, et pour fin que l'intérêt. Du jour que la Turquie eut cessé d'être l'ennemi commun qu'il fallait anéantir, elle devint une proie dont chacun voulait s'emparer, tout en la défendant contre les convoitises rivales. Pour maintenir l'équilibre, les puissances s'opposaient, même par la guerre, à ce que l'une d'elles prît en Orient des avantages décisifs. L'intégrité de l'empire ottoman était devenue un des dogmes

de la politique européenne. Avec une souplesse, une prudence tout orientales, la Sublime Porte, dès qu'elle se sentait trop menacée par les exigences de l'une, cherchait un appui dans le concours des autres. Ainsi, l'intégrité de l'empire ottoman et la souveraineté du Sultan à Constantinople ne tardèrent pas à compter parmi les fondements de l'ordre et de la paix. Mais, le principe de l'intégrité n'avait lui-même rien d'absolu, il s'adaptait aux besoins et aux circonstances. Toujours quand il y eut une crise provoquée en Orient par la révolte des peuples, sujets de la Porte, les cabinets européens proclamaient la nécessité de maintenir l'intégrité de l'empire ottoman; mais, une fois la paix faite et le calme rétabli, de nouveaux territoires et de nouvelles concessions étaient arrachés au Sultan.

La politique des grandes nations européennes a été et est encore déterminée en Orient par des intérêts considérables. Des conditions géographiques, historiques, ethnographiques déterminent ces intérêts et en expliquent la permanence.

Ainsi, la Russie a cherché et cherchera toujours à trouver, sur les libres océans, la respiration maritime dont elle a besoin et les limites naturelles qui lui font défaut au milieu de ses grandes plaines. Tant qu'elle gardera la conscience de ses intérêts et de ses traditions, elle voudra s'assurer la liberté des détroits et tenir « la clé de sa maison ». La situation actuelle de la Russie ne lui a fait oublier que momentanément cette politique dont la

nature et l'histoire lui ont jusqu'ici fait une nécessité.

Il n'est pas besoin d'expliquer longuement comment la Russie, dans ses efforts pour sortir de sa prison continentale, se heurtait et se heurtera toujours et fatalement aux intérêts anglais. L'intérêt anglais dans la question d'Orient est bien dans la domination de la Méditerranée orientale ou plutôt dans l'usage libre et assuré des routes de l'Inde. L'Inde est la fortune de l'Angleterre, la condition et le signe de sa domination maritime et économique.

Un Etat fort qui dominerait Constantinople et les Dardanelles et qui aurait le libre débouché sur la mer Egée ou qui, maître des routes du Caucase, descendrait par l'Arménie ou la Perse vers la Mésopotamie et le golfe Persique, serait une menace permanente pour les routes terrestres ou maritimes de l'Inde et du commerce oriental. Il importait donc à la Grande-Bretagne, depuis qu'elle possède les Indes, et il lui importe aujourd'hui plus que jamais, qu'aucune puissance redoutable ne s'établisse à Constantinople, dans les montagnes d'Arménie, en Syrie ou en Perse.

Ainsi la Russie et l'Angleterre n'étaient pas libres d'avoir ou de ne pas avoir une politique et des intérêts engagés dans la question d'Orient. Pour l'une comme pour l'autre la politique orientale était la conséquence de leur situation dans le monde. Elles ont été et elles resteront toujours, malgré la situation momentanée et actuelle de la

Russie bolcheviste, les premières intéressées au sort de Constantinople et de tout l'empire ottoman.

Pour écarter le Tzar de Constantinople, l'Angleterre a contrecarré la politique russe en Orient pendant près d'un siècle, elle a fait la guerre, elle a soumis les conventions de San-Stéfano à la révision du Congrès de Berlin. Dans ce tournoi diplomatique elle a sauvé et fortifié la Turquie. Elle a gagné de se poser en protectrice des droits du Sultan, en gardienne de l'intégrité de l'empire. Les hommes d'Etat inclinaient chaque jour davantage à intervenir dans les affaires ottomanes. Les ministres anglais soutenaient et encourageaient le Sultan inquiet des convoitises russes, et le Sultan, de son côté, s'efforçait de favoriser dans le Levant les intérêts britanniques.

Mais la Russie et l'Angleterre n'étaient pas restées seules en présence à Constantinople et dans les Balkans. Pendant qu'elles se disputaient le premier rôle, à côté d'elles, l'Autriche, l'Italie puis l'Allemagne apparaissaient tour à tour sur la scène orientale.

L'Autriche, exclue des affaires allemandes depuis 1866, s'est tournée vers l'Orient. C'est là qu'elle a cherché un débouché à son besoin d'expansion. Elle convoitait les routes de la mer Egée à travers la péninsule balkanique.

L'Italie suivait aussi avec diligence les affaires ottomanes. Elle cherchait des combinaisons avantageuses en Albanie, en Macédoine, en Asie Mineure, et c'est là une des causes les plus efficaces

de son entente avec l'Angleterre, et de sa mauvaise humeur à l'égard de l'Autriche.

Au milieu de toutes ces convoitises, seule la France a pu suivre en Turquie une politique désintéressée. D'une part, sa tradition, depuis des siècles, était le maintien de bons rapports avec le Sultan et l'intégrité de ses Etats, et d'autre part, son but était le protectorat des catholiques et le relèvement du sort des populations de l'empire ottoman.

Elle a encouragé, fidèle à son histoire, toutes les tentatives rénovatrices du Tanzimat. Dès 1890, le grand vizir Richid-pacha pouvait dire : « C'est toujours à la France que nous nous adressons. Elle a dicté nos réformes et nous voudrions lui en devoir le complément et le succès ».

Cette politique française se peut autoriser de lointaines et précieuses traditions, qui remontent à François Ier et toute la diplomatie des XVIIe et XVIIIe siècles s'en inspira. L'Autriche, maîtresse un moment de l'Espagne, de l'Italie, des Pays-Bas, et titulaire de la couronne impériale d'Allemagne, menaçait l'équilibre de l'Europe et la sécurité de la France. Pour lui résister les rois de France s'allièrent avec la Suède, avec la Pologne et avec la Turquie. Cette politique parut moins heureuse au XVIIIe siècle quand la Suède fut rejetée au Nord et quand la Pologne succomba. Mais la France s'attacha encore à l'alliance ottomane pour contenir la Russie et pour sauver son monopole commercial dans le Levant.

Napoléon, tant qu'il était en guerre avec la Russie, soutenait l'empire ottoman et fut son fidèle allié; mais quand il conçut à Tilsitt, l'alliance russe, il abandonna le Sultan prêt à lui donner le coup mortel. Il voulait alors une méthode nouvelle, celle de François Ier et de Richelieu ne pouvant pas s'adapter à toutes les circonstances. Il ne s'agissait plus maintenant de l'Autriche, mais de l'Angleterre toujours envahissante, dangereuse sur la Méditerranée dont elle voulait faire une route anglaise de Londres à Bombay. Il songea donc à démembrer la Turquie croyant qu'elle n'était plus capable de vivre. Et, dans le traité d'alliance franco-russe de Tilsitt, le sort de l'empire turc fut décidé « la France ferait cause commune avec la Russie, et, les deux hautes parties contractantes s'entendraient pour soustraire toutes les provinces de l'empire ottoman de l'Europe, la ville de Constantinople et la province de Roumélie exceptées, au joug et aux vexations des Turcs » (1). Mais ce partage de l'empire ottoman ne resta qu'un rêve parmi d'autres rêves de Napoléon.

Après Napoléon, l'influence française de nouveau grandit à Constantinople et, elle fut particulièrement forte après le traité de Paris (1856). La France voulait rester fidèle à son alliance séculaire avec la Porte, qui avait puissamment contribué aux plus beaux succès de la diplomatie des rois

(1) Article 8. Voir le texte de ce traité dans A. Vandal: *Napoléon et Alexandre Ier*, tome I, à l'appendice.

de France, et qui était pour elle une précieuse garantie d'équilibre européen. Mais la France voulait aussi rester fidèle à ses sympathies, plus anciennes encore pour les chrétiens du Levant. Ennemie de toute tyrannie, elle propageait le développement des idées libérales et favorisait la renaissance des nationalités.

Les puissances ont cru, enfin, avoir trouvé une conciliation entre la tradition des croisades et celle des capitulations. Elles ont complété la formule de « l'intégrité de l'empire ottoman » par celle de sa « réforme ». Cette belle formule promettait satisfaction aux chrétiens, elle mettait d'accord l'esprit des croisades, celui de la politique de François Ier et celui de la Révolution. Les puissances ne pouvant s'entendre sur le partage de l'empire ottoman, pensaient avec la politique nouvelle aboutir à sa réforme générale. De la vieille Turquie asiatique on voulait faire un Etat européen moderne. La France toujours libérale, et volontiers confiante, suivait avec intérêt les efforts pour la rénovation de l'empire turc et, elle l'aidait dans sa vie nouvelle.

Mais, après un siècle d'expériences, on a pu poser en fait que l'empire ottoman n'était pas capable des transformations désirables. D'autres races asiatiques aussi, comme les Hongrois, ont adopté les mœurs de l'Europe et mérité d'entrer dans la famille européenne. Seulement, ces races furent, dès le moyen-âge, chrétiennes, et le christianisme fut le meilleur agent de fusion entre les

peuples les plus différents. Les Turcs, au contraire, sont restés musulmans, et ont été par là longtemps réfractaires à toute fusion, à toute culture européenne, car le Coran leur en inspire le mépris et la haine. Le Turc restait et restera encore pour longtemps l'ardent « moslem » de jadis, il le prouve chaque jour. Sa haine pour les « raïas » est toujours le dogme essentiel de sa foi; elle s'exaspère en une passion sanguinaire au spectacle des irrésistibles progrès de son ennemi; elle se satisfait en abominables massacres. Cette politique des puissances pour la réforme ottomane était très honorable, en vérité, mais elle a échoué et ne paraît être que la politique du néant.

Donc, de quelque façon qu'on étudie la question turque, on aboutit à cette inévitable solution: la destruction de l'empire ottoman, fait qui se présentait comme indéniable au XVII^e^ siècle, grandi depuis, devenu irrésistible et fatal aujourd'hui.

Après la guerre de 1870, ce fut à l'Allemagne victorieuse qu'échut la prépondérance à Constantinople. Au congrès de Berlin, la France se réserva sans s'effacer et se contenta de défendre ses droits séculaires.

La politique allemande, prêtait désormais une attention extrême aux affaires de Turquie. Depuis 1882, avec une continuité de vues et des méthodes admirables, elle préparait la conquête économique d'un pays neuf et sans industrie. Les rapports de l'Allemagne avec la Turquie devenaient de plus en plus cordiaux. L'Allemagne voulait faire durer

l'empire ottoman pour se substituer à lui peu à peu. Elle gérait au mieux les affaires de la Turquie, confondues avec ses propres intérêts. Pendant les années de sa prépondérance, elle a garanti la souveraineté du Sultan et l'intégrité de ses Etats. Jusqu'au bout, la tutelle germanique a soutenu la Porte dans toutes les complications qui la menaçaient. C'est cette main-mise de l'Allemagne qui décida la Turquie, en 1914, à se ranger parmi les ennemis des alliés.

Enfin, à côté des grandes puissances européennes, se sont formés successivement, pendant le XIX^e^ siècle, les Etats chrétiens des Balkans : le Monténégro, la Serbie, la Grèce, la Roumanie, la Bulgarie qui devenaient de plus en plus intéressés au sort de l'empire ottoman. Longtemps réduits à d'infimes proportions, tenus en tutelle, menue monnaie des combinaisons diplomatiques des grandes puissances, les Etats chrétiens des Balkans grandissaient en taille et en prestige. Vers la fin du siècle dernier, et surtout après la guerre balkanique de 1912, ces Etats s'étaient agrandis de beaucoup aux dépens de l'empire turc. La domination ottomane fut réduite en Europe de telle sorte que la ville de Constantinople resta seule avec une toute petite portion du territoire balkanique sous la souveraineté du Sultan. L'armée bulgare arriva sous les murs de Constantinople. La Bulgarie espérait déjà une grande Bulgarie avec la capitale à Constantinople. Les Grecs rêvaient aussi de la restauration de l'empire byzantin du moyen-âge. Les grandes

puissances, surprises par la défaite turque, et très inquiètes du sort de Constantionple, sont intervenues encore pour maintenir la domination ottomane à Constantionple et dans les Dardanelles.

Ainsi la domination ottomane à Constantinople a subsisté jusqu'à nos jours, grâce à cette politique d'intégrité des puissances européennes. Lorsqu'une d'elles combattait contre la Turquie pour affranchir l'Europe et les chrétiens de sa domination, les autres intervenaient pour la sauver. La question qui se posait toujours très délicate, était de savoir qui remplacerait les Turcs à Constantinople.

Aujourd'hui encore, après la lutte gigantesque contre tous les oppresseurs, les Turcs sont à Constantinople et y resteront probablement pour quelque temps encore. La Turquie est vaincue, les alliés sont victorieux. L'Allemagne, l'Autriche et la Bulgarie sont écartées de Constantinople. Il restait aux alliés à décider de son sort. Malheureusement ils n'ont pas su profiter de l'occasion et se mettre d'accord pour écarter les Turcs définitivement de l'Europe. Cette fois encore, grâce à ce dissentiment des puissances dans les affaires turques, la question de Constantinople est ajournée et le Turc reste toujours maître de son Stamboul.

PREMIÈRE PARTIE

LA SERBIE DU MOYEN-AGE

CHAPITRE PREMIER

Création de l'Etat serbe, son développement et sa grandeur

a) *Arrivée des Slaves dans les Balkans. Les Serbes et leurs premiers rapports avec l'empire byzantin.*

Les territoires qu'occupent actuellement les Serbes étaient compris, avant leur arrivée dans les Balkans, dans les provinces de Dalmatie avec Salona (Split, Spalato) pour capitale; de Panonie, qui avait pour chef-lieu Sirmium (Mitrovitza), et de Mésie. Les habitants des Alpes dinariques constituaient une des forces principales de l'empire romain. Ils formaient les légions du Danube et parmi eux sortirent quelques chefs qui luttèrent contre l'invasion barbare et prolongèrent la résistance. Les mines de Roudnik, du Kopaonik et de Bosnie orientale fournissaient en abondance de l'argent, du cuivre et du plomb à l'empire romain. Nombreu-

ses étaient les cités prospères et riches comme : Skupi (Skoplié), Sirmium (Mitrovitza), Naïsus (Nisch), Singidunum (Belgrade), etc. La célèbre Via Aegnatia, qui allait de Durazzo à Ochrida et Salonique, était une grande voie de communication et le plus court chemin de l'Italie à Constantinople.

Les invasions barbares étaient venues bouleverser la paix romaine et la prospérité de la péninsule balkanique. La Mésie, la Dalmatie et la Panonie furent tour à tour dévastées par les Goths, les Huns, les Hérules et les Gépides. Lorsqu'un peu de calme fut revenu, le tableau de la péninsule était profondément changé. L'empire romain n'existait plus. Les empereurs byzantins s'efforcèrent de recueillir les épaves de la civilisation antique et de soumettre les barbares qui se disputaient les débris de l'héritage des Augustes. Leurs succès furent toujours éphémères et ils ne réussirent presque jamais à rétablir la magnifique harmonie de l'administration latine dans l'anarchie des inquiétants voisins.

Parmi tous les peuples qui submergèrent la péninsule, les Slaves tenaient la première place. Leur berceau historique se trouve dans le pays de forêts compris entre la Vistule supérieure, le haut Dniester et la rive occidentale du Dnieper. A leur origine, ils formaient une masse uniforme, qui se divisait ensuite en groupes isolés à mesure qu'elle se répandait sur de plus vastes espaces. Il est possible que quelques-uns d'entre eux aient combattu à côté des Marcomans déjà au III^e^ siècle, et qu'ils

aient commencé à s'insinuer dans la Panonie. Ce n'est qu'au VI^e^ siècle qu'ils descendent en masses compactes de la Transylvanie vers le Danube inférieur. Ils profitent de la défaillance des Byzantins pour s'avancer vers le centre de l'empire d'où ils dévalent vers l'Adriatique et vers l'Egée. Cette région balkanique est au commencement plutôt parcourue qu'occupée par les Slaves et plusieurs siècles se sont écoulés avant qu'elle devint réellement leur domaine. Pourtant, dès le VIII^e^ siècle, leur prise de possession était assez avancée pour que les auteurs byzantins désignent le territoire entre l'Adriatique et Andrinople et entre le Danube et la Thessalie sous le nom de Sclavinie.

Parmi ces tribus slaves, celle des Serbes, joue de bonne heure un rôle prépondérant au Nord-Ouest de la péninsule. Eginhard les mentionne pour la première fois en 822 : « Sorabos quæ natio magnam Dalmatiæ partem obtinere dicitur ». Ils menaient une vie guerrière et pastorale, divisés en nombreuses tribus, dont les chefs s'appelaient des « joupans » ou des princes. Le christianisme avait pénétré chez eux par la voie romaine et par la voie byzantine. Le catholicisme s'est établi peu à peu sur les bords de l'Adriatique et l'orthodoxie dans l'intérieur de la péninsule balkanique. Surtout, dans la seconde moitié du IX^e^ siècle, deux frères venus de Byzance, Cyrille et Méthode, convertirent la population slave des Balkans dans la religion chrétienne. Appelés par le chef des Slaves de Moravie, Rostislav, ils obtinrent de rapides pro-

grès et Méthode resta jusqu'à sa mort, en 885, évêque des Slaves de Panonie.

A dater du VIII^e^ siècle on connaît les noms d'un certain nombre de princes serbes qui subissaient, sans grande résistance la lointaine et vague suzeraineté de Constantinople. Le centre de leur puissance se trouvait vers le Sud, dans la Dioclée ou Dioclétie avec la cité romaine Diocléa pour capitale. Le nom de Dioclée disparut peu à peu et fut remplacé par celui de Zéta. C'est là que se constitua le premier Etat serbe. Au XI^e^ siècle, il n'y avait entre les Serbes et l'empire byzantin qu'un simple lien de vassalité. Les Byzantins avaient bien voulu resserrer ce lien, introduire leur administration dans les vallées du Danube, lancer parmi les montagnes leurs collecteurs d'impôts, mais les Serbes chassèrent sans hésiter les agents de l'empire de leur territoire, les anciens comme les nouveaux. Pour les soumettre, l'empereur envoya contre eux une armée, mais les Serbes l'attirèrent dans les montagnes et l'écrasèrent (1043).

b) *Formation de la Serbie indépendante*

C'est à dater de ce moment que l'Etat serbe commence à s'organiser. Vers 1051, le prince Michel obtient des Byzantins le titre de *Protospathare* autrement dit de porte-glaive, titre honorifique qui fut conféré aussi à des doges de Venise. Le même prince s'adressa vers 1077 au pape Grégoire VII

et lui demanda le titre de roi, qu'il porte en effet dans les textes occidentaux. Le pape Grégoire VII, en conférant le titre de roi au prince, espérait détacher la nation serbe de l'église grecque. On aurait bien cru qu'à ce moment et quand Grégoire VII non content de décerner au chef slave le titre de majesté, l'appelait du nom de fils, que les Serbes se dégageraient bientôt de l'église byzantine, laquelle semblait impliquer pour eux la tutelle des empereurs d'Orient. Il n'en fut rien, car les Serbes voulaient avoir une Eglise nationale. Les avances des pontifes romains leur servirent pour obtenir de nombreuses concessions des Patriarches de Constantinople. C'est ainsi qu'ils avaient acquis le droit de choisir leurs archevêques dans leur propre clergé, alors que jusque-là c'était le plus souvent un Grec délégué par le Patriarche de Constantinople.

Byzance ne voulut pas reconnaître le titre royal conféré par Grégoire VII au prince serbe, mais elle accepta son concours et celui de son fils Bodin dans ses luttes contre les Normands (1081-1085). Lorsque Bodin remplaça son père, il eut fort à faire pour tenir tête tantôt aux Byzantins, tantôt aux chefs serbes qui lui disputaient le principat.

La Dioclétie, appelée ensuite Zéta, comme nous l'avons dit plus haut, resta le centre de gravité de l'Etat serbe quelque temps encore après la mort de Bodin. Trop pauvre pour garder longtemps la prépondérance, elle céda bientôt le premier rang

à la Rascie (dont le centre aujourd'hui est Novi-Bazar).

Les Serbes de cette région étaient gouvernés par des *joupans* et ceux-ci par un *grand-joupan,* qui était officiellement vassal de Byzance, mais qui cherchait toutes les occasions de lui échapper. A l'endroit où s'élève aujourd'hui Novi-Bazar, se trouvait alors un château qui devint ensuite une ville, Ras. Ce nom donna à toute la province celui de Rascia et aux habitants celui de Rasciens, qui est parfois donné aux Serbes par les écrivains étrangers. Lorsque au début du XII^e^ siècle, les Hongrois annexèrent à leur royaume la Dalmatie et la Croatie, les Serbes, écartés définitivement du littoral adriatique, durent diriger leur expansion vers l'Est. La province de Raschka devint le noyau central de leur nationalité. La Bosnie qui faisait partie de la Zéta, s'en détacha et forma un banat (1), indépendant jusqu'à l'époque où elle fut en partie occupée par les Hongrois (1535). Au XII^e^ siècle, nous voyons la Bosnie gouvernée par des bans indépendants de la Rascie et vassaux des empereurs byzantins.

Au fond, cette partie d'histoire de la nation serbe morcelée entre un grand nombre de diverses principautés, soumises tantôt à la suprématie de Byzance, tantôt à celle de Venise, tantôt à celle de Hongrie, n'offre pas beaucoup d'intérêt jusqu'au

(1) Ban, mot slave qui désigne un chef d'Etat. Il existe encore aujourd'hui un ban de Croatie.

moment où apparaît la dynastie nationale des Némagnitch. C'est la Raschka qui fut le point de départ de cette dynastie qui donna de nombreux et vaillants assembleurs des terres serbes.

La dynastie des Némagnitch, sous le règne de laquelle la Serbie du moyen-âge devint la puissance prépondérante des Balkans, donna à la nation serbe, rassemblée sous son autorité, sept rois et deux empereurs. Elle lui donna son Clovis, Etienne Némania et son Charlemagne, Etienne Douchan. Elle gouverna pendant près de deux cents ans, favorisée par la décadence de Byzance, qui ne se releva jamais complètement du coup que lui avait porté la quatrième croisade (1204) et qui était déjà menacée par le progrès des Turcs en Asie. Les Némagnitch rejetèrent les derniers restes de la suzeraineté byzantine et étendirent leur domination sur la plus grande partie de la péninsule.

Le grand-joupan Némania, fondateur de la dynastie de Némagnitch, essaya vers 1170, de profiter des luttes entre Venise et Byzance pour se déclarer indépendant, mais il dut se résigner à aller rendre hommage à l'empereur Manuel. Lorsque cet empereur mourut, il échappa de nouveau à la suzeraineté des Grecs, s'allia aux Hongrois, et porta ses armes victorieuses jusqu'aux bords de l'Adriatique. Plus tard, il envoya une députation serbe à Frédéric Ier Barberousse qui alla jusqu'à Nuremberg, et lorsque l'empereur traversa la péninsule balkanique pour gagner la terre sainte, Nemania se rendit à Nisch pour le saluer en personne. Il

l'accompagna même et se battit contre les Grecs jusqu'en Bulgarie au lieu dit la « Porte de Trajan ». Mais lorsque Frédéric Barberousse passa en Asie-Mineure, l'empereur Isaac ne lui pardonna pas cette hostilité, et envahit à son tour les pays serbes. Némania, vaincu aux environs de Nisch, fit la paix. Son fils Etienne épousa une nièce de l'empereur byzantin ce qui lui garantissait la paix du côté de Byzance. Il arrondit ses domaines au détriment de ses voisins et poussa ses conquêtes jusqu'à l'Adriatique.

Il fut remplacé par son fils Etienne, qui s'appelle dans l'histoire de Serbie: *Stefen Prvovién-cani,* Stefen le premier couronné. Habile diplomate, il trouva le moyen de se faire donner par Rome, une couronne royale. Il constitua dans ses Etats un archevéché orthodoxe, et le premier archevêque fut son frère Saint-Sava. L'Eglise serbe fut dès lors et est encore aujourd'hui autocépale.

c) *La Grande Serbie du moyen-âge*

Pendant tout le XIII[e] siècle les luttes des Grecs et des Latins profitèrent aux Serbes. Lorsque l'empire latin disparut, il laissa de nouveaux germes de division dans ce pays déjà si tourmenté. La politique serbe ne négligea aucune occasion pour agrandir les territoires serbes aux dépens de l'empire grec.

Tous les rois serbes, d'un côté s'unissant aux

Bulgares, de l'autre établissant des relations avec Venise, préparaient le glorieux règne de Douchan. Au milieu des vicissitudes de la guerre et des tragédies de famille, la politique serbe marchait à son but.

Le roi Ourosch Ier pour affirmer les bonnes relations avec les Bulgares, donna sa fille à l'empereur Michel VIII. Ensuite, pour faciliter l'occupation de la Matchva il fit épouser à son fils Dragoutine, une princesse hongroise. Lui-même épousa une Française, la princesse Hélène, parente des Anjou de Naples et dont les historiens serbes s'accordent à faire l'éloge.

Cette alliance permit au roi Ourosch, couvert du côté de l'Ouest, de se consacrer à la lutte contre les empereurs byzantins. Il mérite son surnom de Grand pour avoir jeté les bases d'une politique durable et prudente. La richesse du pays augmenta par la création de l'industrie minière et une bonne politique commerciale. C'est sous ce règne que la Serbie commença à prendre le dessus sur la Bulgarie, dont la politique d'expansion finissait avec la dynastie des Asan.

Avec le roi Miloutine, les Serbes apprennent à jouer un rôle prépondérant dans les Balkans. Poursuivant la politique de ses prédécesseurs, il réussit à établir définitivement la domination serbe, au-delà du Tchar-Dag, dans la vallée du Vardar, aux dépens de l'empire byzantin. C'est sous son règne que les armées serbes arrivèrent pour la première fois au littoral de la mer de l'Archipel. Dans ses

luttes contre l'empire byzantin, il augmenta de beaucoup le territoire serbe. Il occupa la région de Serrès et de Cavala et presque toute la Macédoine. Andronique II, Paléologue, occupé déjà par les Turcs en Asie, chercha alors la paix en Europe en s'alliant avec celui-là même qu'il redoutait et donna sa fille Simonide en mariage à Miloutine. La paix ne fut plus troublée et Miloutine put achever son règne dans la paix. Règne glorieux, car la domination serbe s'étendait d'un côté de la Bosna au Rilo-Dagh et à la Strouma, d'un autre côté de la Save et du Danube aux montagnes de Stroumitza et à Prilep en Macédoine.

Dans l'intérieur son règne ne fut pas moins bienfaisant. Il est l'aurore d'une culture serbo-byzantine, qui fleurit dans la construction de belles et nombreuses églises. L'architecture religieuse était pour la jeune nation serbe la première expression de sa foi ardente et d'une civilisation qui cherchait à s'affirmer.

Sous le règne de Stephan Ourosch III, la Serbie est menacée à l'Est. L'empire byzantin et la Bulgarie inquiets de la grandeur et de la prospérité de l'Etat serbe, formèrent une coalition contre Ourosch III. La guerre qui en résulta aboutit à l'écrasement de l'armée bulgare à Velbouje. Cette victoire était due en grande partie à l'héroïsme du prince héritier Douchan. On chercha alors, selon la politique traditionnelle des Némagnitch, à créer de nouveaux liens entre la Bulgarie vaincue et la Ser-

bie et on fit épouser au prince héritier Douchan la sœur du tzar Michel de Bulgarie.

C'est sous le règne de Douchan que la Serbie atteint son plus vif éclat historique. On a dit de lui qu'il fut le Charlemagne de la Serbie. Il s'est fait représenter sur les monnaies, comme le grand empereur d'Occident, portant en main le globe surmonté de la croix. Si tous les historiens lui donnent le titre de *Grand*, c'est peut-être moins pour avoir conduit la Serbie au plus haut degré de puissance qu'elle ait atteint au moyen-âge, que pour sa grande conception de restaurer l'empire d'Orient et de le dresser à l'extrémité de l'Europe comme une barrière en face des Turcs devenant chaque jour plus menaçants. Avec lui se posait la question depuis longtemps pendante : si l'hégémonie dans la péninsule balkanique devait rester aux Grecs ou si elle devait passer aux Serbes, plus jeunes et plus énergiques.

L'anarchie intérieure et le péril turc avaient réduit presque à la dernière extrémité l'empire byzantin. Chez les Slaves, au contraire, le conflit entre les Serbes et les Bulgares avait pris fin. Dans l'alliance, qui unissait les deux peuples, le génie de Douchan avait assuré sans conteste la prééminence des Serbes. Il lui restait à l'assurer aux Slaves dans leur lutte contre les Byzantins.

Après avoir réduit à son obéissance l'Albanie, la Macédoine, il s'avança jusqu'au golfe de Corinthe au Sud et jusqu'à Andrinople à l'Est. La Thrace

et une faible partie de l'Asie mineure, étaient tout ce qui restait de l'empire byzantin.

Les Hongrois, jaloux et effrayés de ses triomphes, s'avancèrent dans le Nord de la Serbie. Cela valut à Douchan de nouvelles conquêtes : Belgrade et la Bosnie furent rattachés à ses domaines.

Une fois arrivé à un tel degré de puissance, Douchan estima que le titre de roi (Kralye) ne lui suffisait plus, et se proclama « empereur (tzar) de Serbie et de Romanie ». Il se fit couronner le jour de Pâques 1346, dans une assemblée nationale convoquée à Uscub (Skoplié).

Convaincu qu'il était appelé à restaurer l'empire d'Orient, Douchan, en attendant son heure, s'efforça d'organiser à l'intérieur le jeune empire slave et de rehausser le prestige extérieur de sa nouvelle dignité.

Ce qui constitue aujourd'hui le principal titre de gloire de Douchan, c'est la promulgation de l'ensemble des lois connu sous le nom de *Code de Douchan*. C'est un document singulièrement précieux pour la connaissance des Yougo-Slaves au moyen-âge. Il fut d'autant plus facilement accueilli qu'il respectait les traditions nationales.

Ce code proclame la loi supérieure à tous et met fin à l'arbitraire. Il détermine les responsabilités, fixe la compétence des tribunaux, confirme les droits de propriété et les privilèges de tout genre. Dans son code, l'empereur, tout en soutenant ouvertement l'autorité et les privilèges du clergé et de la noblesse, tout en prohibant toute assemblée

de roturiers, se faisait le protecteur de ces mêmes roturiers et des colons. Il améliora leur situation en abolissant le droit de gîte, et en les mettant à l'abri des vexations des grands. Il prenait de nombreuses mesures pour assurer la liberté du commerce et des échanges.

Une fois ses Etats intérieurement organisés, une grande idée dirigea sa politique. Ce qu'il voyait dans les temps futurs, c'était Constantinople capitale de l'empire serbe. Mais de nombreux obstacles se dressaient entre lui et Constantinople. La Serbie, pays purement continental, ne pouvait lui fournir la flotte, l'une des forces indispensables à la réalisation de ses projets, sans laquelle il ne pouvait se rendre maître ni de Thessalonique ni de Byzance. Il recherchait alors vainement l'alliance de Venise dont les vaisseaux pouvaient contribuer dans une large mesure à la prise de Byzance, comme lors de la victoire des Latins en 1204. Mais la République de Venise ne désirait pas participer à la création d'un grand Etat balkanique, qui deviendrait une nouvelle puissance sur la Méditerranée. D'autre part, les Turcs, que Douchan avait presque partout rencontrés dans ses luttes contre l'empire byzantin au lieu et place des Grecs, soit qu'ils fussent à leur solde, soit qu'ils fussent leurs alliés, après avoir chassé les Byzantins de l'Asie Mineure, avaient pris pied en Europe à Gallipoli et formaient des projets analogues à ceux d Douchan (1356).

Le monarque serbe, plus perspicace que les au-

tres monarques balkaniques et danubiens de son temps, comprit immédiatement le danger prêt à fondre sur la péninsule entière. L'empire byzantin était trop affaibli pour couper le chemin aux Turcs. Il fallait donc lui substituer un empire serbo-byzantin, jeune et vigoureux, qui empêcherait les Turcs de s'installer dans les Balkans.

Cette invasion des Turcs, appelés par Cantacuzène, et la faiblesse de l'empire byzantin, encore plus que ses désirs de gloire poussaient l'empereur Douchan vers Constantinople. Il fallait écarter le danger ou périr. Douchan ramassa toutes les forces pour cette entreprise gigantesque. Il voulait balayer les Turcs des bords de la Mer Noire, puis renversant à la fois les deux prétendants, Cantacuzène et Paléologue, transporter à Constantinople le centre de l'empire serbe. Il avançait sa formidable armée dans la plaine de Salonique, lorsqu'il mourut subitement le 20 décembre 1355, sans pouvoir atteindre la Cité vers laquelle s'envolait son ambition.

CHAPITRE II

La chute de la Serbie et ses causes

Si l'introduction des Turcs en Europe par le lâche Cantacuzène devait être cent ans plus tard, pour toute la chrétienté orientale, la cause d'effroyables malheurs, la mort de Douchan était pour la Serbie le commencement immédiat de la ruine. Elle aura bien quelques glorieuses figures, elle luttera encore pendant un demi-siècle contre le terrible envahisseur, mais tout cela sera en vain. Chaque année, la puissance serbe déclinera de plus en plus, chaque année, enlèvera à la Serbie un morceau de l'empire établi par Douchan qui pouvait aspirer à de si hautes destinées.

A peine le César victorieux était-il descendu dans la tombe que les querelles intérieures reprirent. La mort avait empêché Douchan de consolider son œuvre. La Macédoine était encore mal soumise; la Bosnie était travaillée par l'hérésie bogomile (1),

(1) Une secte religieuse de l'Asie-Mineure apportée dans la péninsule balkanique par des Grecs et des Arméniens. Les partisans de cette secte se disaient chrétiens,

et le littoral regardait vers l'Occident. Les traditions séparatistes étaient encore trop fortes partout. Le temps avait manqué pour créer un esprit commun et fondre les provinces entre elles. Comme Constantinople n'avait pu être conquis, un centre naturel avait aussi manqué au nouvel Etat. D'autre part, il n'y avait pas un sentiment de solidarité assez puissant ni un esprit public assez développé, ce qui fait que la tentation devait être trop forte pour les chefs des clans, de se substituer chacun dans sa province au faible prince Ourosch, fils de Douchan.

Agé de 19 ans, lorsqu'il monta sur le trône, d'un caractère dévot, doux et sans vivacité, il était un vivant contraste de son père. C'est bien Louis le Débonnaire succédant à Charlemagne. Sa faiblesse ne compromettait pas seulement la réalisation des projets de son père, elle mettait aussi en péril l'œuvre accomplie et l'existence même de l'empire. Il faut ajouter également l'influence du sol et la nature même du pays, morcelé par les montagnes en

---

mais en réalité leur croyance reposait sur deux principes de l'ancien dualisme perse: l'existence d'un Dieu, créateur du monde invisible, et du Lucifer ou diable, créateur du monde visible. Le mot l'hérésie bogomile vient de Bogomil, nom d'un curé bulgare, organisateur de cette secte en Bulgarie. Les bogomiles furent particulièrement nombreux en Bosnie vers les XIII^e^ et XIV^e^ siècles. — Voir l'ouvrage: F. Racki, Bogomili i Patareni, St-Pétersbourg, 1907.

nombreux cantons nettement séparés, qui contribuèrent beaucoup à la décadence et à la chute de l'empire de Douchan.

Pourtant la dislocation ne s'exécuta pas immédiatement après la mort de Douchan, et sauf quelques pertes sur la périphérie de l'Empire, l'unité subsista encore pendant dix ans et les gouverneurs respectèrent, en apparence du moins, l'autorité impériale.

A ce péril intérieur, très analogue à celui qui provoqua la dissolution de l'empire carlovingien, s'ajouta le péril extérieur. La Serbie était menacée par les Turcs, comme l'Etat carlovingien par les Normands. L'Etat turc créé par Mourad Ier en Thrace se développait rapidement. Les Turcs pressaient déjà les Serbes du côté Sud-Est et s'approchaient de la Macédoine par la Maritza. L'empereur Ourosch ne songeait pas à organiser la défense. Les gouverneurs serbes de la Macédoine se voyaient alors obligés de lutter seuls.

En cette circonstance, la séparation du Sud de la Serbie était inévitable. Le *despote* (1) Voukachine qui gouvernait la Macédoine, se sépara de l'empereur et se proclama roi de Serbie (1366). Ce fut le premier acte de séparation de l'empire serbe qui se trouva de la sorte partagé en deux tronçons: les provinces du Sud sous Voukachine, les provinces du Nord sous Ourosch V.

Le rôle du roi Voukachine fut glorieux. Il ne

(1) Ce qui dans la langue byzantine correspond à peu près au titre de duc.

voulait pas seulement sauvegarder ses provinces contre les Turcs, il voulait empêcher ceux-ci de prendre pied en Europe. Il ne put pourtant empêcher Mourad Ier d'établir sa capitale à Andrinople. Le roi Voukachine se prépara alors avec son frère Ougliécha à un effort suprême. Il organisa une armeé composée de Serbes et de Grecs, et livra aux Turcs la bataille de Maritza (1371) qui fut la fin de l'indépendance de l'Etat serbe méridional.

Les dynasties serbes de la Macédoine devinrent les vassales des Turcs. Le fils de Voukachine, Marko Kraliévitch, garda pourtant le titre de roi, sous la suzeraineté du Sultan. On dit que Marko Kraliévitch, était le Roland de la Serbie. C'est le héros serbe le plus populaire et son nom avec celui de Lazare remplit les « *pesmés* » (1) les plus belles. Lui et son cheval *Charatz* sont aujourd'hui aussi populaires que le furent au moyen-âge Roland et son épée Durandal. Marko est représenté comme un chevalier généreux et héroïque, grand batailleur et franc buveur. En vérité, il ne fut qu'un vassal fidèle du Sultan, combattant aux côtés des Turcs. Après sa mort, le semblant d'indépendance, que les Turcs avaient laissé à la Serbie méridionale, disparut complètement, celle-ci fut partagée en *ziamets* (2) et *timars* (2) de l'empire ottoman.

Ce fut ensuite le tour de la Serbie septentrionale. A la mort d'Ourosch V, peu de temps après la ba-

(1) Chants populaires.
(2) Division administrative turque.

taille de Maritza, l'esprit particulariste divisa la Serbie septentrionale en plusieurs provinces gouverneés par des chefs nouveaux, les uns appelés *voïvodes*, les autres princes ou *knèzes*. Avant la bataille du champ des Merles, le prince Lazare, qui se trouvait maître du fragment le plus important de ce qui avait été l'empire de Douchan, songeait à reconstituer l'empire serbe. Malheureusement les féodaux ne voulurent pas renoncer à leur indépendance au profit de Lazare. Certains, parmi eux, prirent les armes contre le nouveau prince. Malgré cette résistance des *voïvodes* à se soumettre, le prince Lazare arriva à peu près à reconstituer la Serbie septentrionale sous un pouvoir central assez ferme.

A ce moment même, Mourad I[er] se disposait à finir la conquête de la péninsule. Les jours funestes approchaient. Lazare voulut tenter un grand coup. Il appela aux armes tous les princes et tous les *voïvodes* qui défendaient encore çà et là quelques lambeaux de l'empire de Douchan. Il conclut aussi une alliance avec le roi de Bosnie et les soldats de ce dernier se trouvaient à côté de la noblesse serbe sur le champ de bataille de Kossovo, le 15 juin 1389 On sentait de part et d'autre que la lutte serait suprême. L'armée turque était formidable et, comme le dit la « *pesma* », elle était « si nombreuse qu'en quinze jours un cavalier n'en eût pu joindre le bout ». La bataille fut terrible, acharnée, où tombèrent les deux chefs, le Sultan Mourad et le *knéze* Lazare. Les Serbes y furent vaincus.

La journée de Kossovo marque la fin de l'ancienne Serbie. Parmi les successeurs de Lazare, quelques-uns furent encore des princes batailleurs et redoutés; de grands efforts furent nécessaires aux Turcs pour anéantir complètement l'Etat serbe. Il n'en est pas moins vrai pourtant que les Slaves des Balkans étaient frappés à mort et que les nobles ambitions leur étaient pour longtemps interdites.

Le centre de l'Etat serbe fut transporté, après la bataille de Kossovo, vers le Nord et l'Est. La Choumadia et la Matchva gouvernées par des *despotes,* gardèrent une demi-indépendance jusqu'en 1459. Les *despotes* de Smédérevo étaient de grands batailleurs et ils infligeaient souvent aux Musulmans de sanglants échecs. Quelques-uns d'entre eux furent même des politiques adroits et prudents; ils arrivèrent parfois à une réelle puissance comme par exemple, Georges Brankovitch (1477-1486).

Soutenus par l'Europe, ils auraient pu peut-être refouler encore l'invasion ottomane; malheureusement les chrétiens de l'Europe ne s'occupaient pas du sort de la Serbie, ils ne s'inquiétaient pas de l'invasion orientale. Venise était occupée à conquérir le littoral; les rois de Hongrie cherchaient à pousser leurs frontières vers le Sud, et la Papauté, dont la chute de Constantinople n'avait ni apaisé les ambitions ni désarmé les rancunes, n'offrait ses services aux orthodoxes qu'au prix d'une apostasie. Lorsque la guerre éclata entre les Turcs et les Hongrois, le *despote* Georges Brankovitch

demanda à Jean Hunyade : « Si nous sommes vainqueurs que feras-tu de nous ? » et celui-ci lui répondit : « Vous irez à Rome implorer la bénédiction pontificale ». Alors Brankovitch va trouver le Sultan : « Si tu es vainqueur que feras-tu de notre église ? » « Auprès de chaque mosquée, dit le Sultan, il y aura une église, et tout habitant sera libre de se prosterner dans l'une ou de faire ses signes de croix dans l'autre ». Il est certain que les Turcs violèrent souvent leur promesse, mais cette légende résume assez exatement la situation. Malgré tout, la domination ottomane n'avait pas atteint l'âme des vaincus, car après plusieurs siècles de cette domination impitoyable et farouche, ils ont repris leur vie suspendue. La domination magyare n'eût pas été moins féroce et moins dure, elle aurait été probablement plus insidieuse et plus envahissante. La preuve, c'est que les Croates du Nord furent moralement plus gravement menacés que les *raïas* de la Choumadia.

Usés par de trop longues luttes et laissés à leurs seules forces, les Serbes courbèrent la tête sous l'arrêt de la destinée. Les Turcs occupèrent Smédérevo en 1459 et enfin, en 1521, Belgrade, la dernière forteresse des chrétiens des Balkans.

Pour expliquer la décadence si rapide de l'empire des Némagnitch, on a cherché les causes dans la néfaste influence de Constantinople, dans les querelles religieuses, inévitables à une époque où la pensée ne se manifestait que sous forme théologique, dans les tendances féodales et séparatistes de

la noblesse serbe. Il est certain que toutes ces causes avaient contribué largement à la chute de l'empire serbe, mais la cause réelle et suffisante, il faut la rechercher dans la situation de la Serbie à l'extrémité orientale de l'Europe. Les Turcs étaient de terribles adversaires, dont les chevaliers de l'Occident avaient éprouvé plus d'une fois l'irrésistible élan. Les Serbes constituaient l'avant-garde de la défense du monde chrétien et comme tels, ils succombèrent. Cependant c'est grâce à leurs souffrances, à leur courage et à leur résistance que l'Europe a eu le temps derrière eux de se reprendre et de s'organiser.

CHAPITRE III

La Serbie sous la domination ottomane et sa vie nationale

Nous venons de voir la formation, la grandeur et la chute de l'empire serbe. Il a été frappé au cœur en pleine vie, en plein essor, au moment où il allait toucher le but. Quel contraste entre cette période glorieuse et prospère et la période de servitude qui va la remplacer!

Voyons brièvement quelle a été la situation de la Serbie vaincue au lendemain de sa chute.

Il n'y a pas longtemps encore, on se figurait que de 1389 à 1804, pendant quatre siècles, les Serbes avaient supporté docilement le joug ottoman et que leurs annales n'étaient que le récit de leurs lourdes misères. Il est certain que leurs souffrances furent atroces et leur destinée impitoyable, mais ils ne les subirent pas sans révolte. Pendant cette période si longue et si dure, ils ne laissèrent jamais prescrire leurs titres. La résistance contre la domination étrangère éclatait, tantôt générale et tantôt locale. Dès qu'elle était écrasée sur un point, elle reprenait sur un autre; elle resta pendant toute cette période permanente et continue.

La lutte était inégale, l'Europe indifférente, les armes et les munitions difficiles à remplacer. Les représailles des vainqueurs étaient terribles, mais la Serbie ne cessa de se débattre et n'avoua jamais sa défaite. Saignée aux quatre membres, enlacée de mille liens, la Serbie ne se rendit pas.

Aux premiers temps de leur servitude, les Serbes avaient conservé leur organisation ecclésiastique, leur patriarche et leurs évêques. L'islamisme est fondé sur la distinction des croyants et des infidèles : les uns qui doivent régner, les autres qui doivent servir. Il ne cherche pas à convertir, il croit posséder la vérité, cela lui suffit. Le Coran dit : « Celui que Dieu abandonne à l'erreur, tu essayerais en vain de l'éclairer ». Un peuple croyant et dominateur, l'autre infidèle et condamné à nourrir son maître, tel est l'idéal de la vie d'après la foi de l'islam. Cela explique cette tolérance des Turcs qui reposait aussi bien sur le mépris de l'infidèle que sur l'intérêt politique.

Lorsque la Hongrie et l'Allemagne arrêtèrent l'invasion turque, cette situation de l'Eglise serbe changea tout à fait. De nombreuses familles serbes quittèrent le sol de leur malheureuse patrie pour se réfugier soit chez les Magyars, soit dans les Etats de Habsbourg. Les Allemands, au nom de leurs sujets serbes, établirent des relations avec le patriarche de Serbie, ce qui décida les Sultans à supprimer ce patriarcat et à rendre l'autorité au patriarche de Constantinople, qu'ils avaient sous la main. Celui-ci, servant sa politique aussi bien

que celle de ses maîtres, n'envoyait plus à l'église de Saint-Sava que des évêques choisis parmi les Grecs, qui étaient plutôt des fonctionnaires turcs que des chefs d'une église chrétienne.

L'administration ottomane était alors représentée par trois sortes de personnages : le pacha, le cadi et l'évêque de Constantinople. Au pacha était dévolu le gouvernement, au cadi la justice, à l'évêque le culte, et à tous les trois le devoir de faire payer les impôts. A côté d'eux, il y avait d'autres collecteurs plus exigeants et plus redoutables encore, les spahis et les janissaires qui avaient droit à des tributs directs, présents, dîmes, corvées, etc. Pour eux les pauvres Serbes labouraient les vallées et menaient paître les troupeaux de porcs dans les forêts de la montagne. Ce n'est qu'à ces conditions qu'ils avaient pu conserver leur église, c'est-à-dire leurs popes et leurs moines, condamnés comme eux à la misère et à la servitude.

L'action de cette église décapitée, que pouvait-elle être ? Fort grande, nous allons le voir, mais tout d'abord tachons d'achever la peinture du joug qui écrasait les Serbes. Ils ne pouvaient rien posséder, sur ce sol qui leur rappelait tant de glorieux souvenirs et qu'ils arrosaient de leur sueur, si ce n'est par la tolérance ou le caprice du pacha. Accablés d'impôts, les Serbes ne pouvaient exercer les métiers nobles. On leur réservait les durs labeurs et les métiers infimes : fouiller le sol, couper les bois, garder les troupeaux de porcs. On leur rappelait sans cesse leur servitude et leur néant.

Et, lorsqu'un Serbe rentrait en ville à cheval, il devait aussitôt mettre pied à terre, et un Turc, le premier venu, pouvait l'appeler, lui donner des ordres, il fallait obéir. On les insultait, on les frappait, il fallait se soumettre, car la moindre résistance était punie des peines les plus dures.

Mais sa foi le soutenait, son espérance lui parlait de jours meilleurs, il souffrait et il attendait, résigné.

Dans cette race si douce, il y a des cœurs indomptables et les montagnes sont là qui les appellent. C'est dans les montagnes que les Serbes, cités devant le cadi ou menacés par le pacha, trouvaient un refuge assuré. L'opprimé s'enfuyait, gagnait la forêt voisine, s'élançait vers les cîmes et allait se joindre aux *haïdouks*. Du XV^e^ au XIX^e^ siècle, les *haïdouks* ne sont plus des bandits ordinaires et il ne faut les comparer ni aux *fuorusciti* de l'Appenin, ni aux *bandolieri* des Sierras. Les *haïdouks* serbes sont des défenseurs de l'indépendance nationale et du peuple opprimé par les pachas et les janissaires. La guerre de montagne s'organise sur mille points à la fois, guerre funeste aux Turcs, mais plus funeste encore, il faut l'avouer, aux paisibles populations des villages serbes qui payaient pour les coupables si quelque riche convoi des pachas tombait aux mains des *haïdouks*. N'importe c'est le récit de ces aventures qui entretenait l'esprit guerrier dans la nation. C'est aux *haïdouks* que les gens de la vallée demandaient le secours quand la tyrannie était trop odieuse, et jamais ils ne le de-

mandaient en vain. Tant qu'a duré la conquête ottomane, les *haïdouks* étaient, à certains égards, l'expression et le symbole du peuple serbe.

Les Serbes soumis dans les villes à toutes sortes d'humiliations, les quittèrent pour aller vivre dans les villages; c'est pour cela qu'au commencement du XIX^e^ siècle, on ne trouvait dans les villes que des Turcs, et dans les campagnes, au fond des vallées, partout où s'étaient formés les villages, rien que des Serbes. Ainsi, comme les *haïdouks* entretenaient dans les montagnes l'ardeur guerrière et les héroïques souvenirs, les tribus résignées gardaient, dans leur solitude, avec la même fidélité les mœurs, les croyances, les institutions des anciens jours, l'âme et la vie de leur race.

Maltraité toujours et poursuivi par les beys et les spahis, le peuple serbe conserva quand même le culte de l'idée nationale et l'amour de l'indépendance. Dans leurs *zadrougas* (1) les Serbes trouvèrent toujours assez de force pour résister à l'oppression barbare. « On peut supprimer le reste, dit un auteur, mais tant que la *zadrouga* existe, la santé bouillonne, la vie est là. La décadence d'un peuple vient avec la perte de son caractère. Or,

(1) Zadrouga : la communauté de famille, une des plus anciennes institutions serbes. Ce sont de vastes associations familiales, qui réunissent autour du même foyer de nombreux travailleurs qui cultivent ensemble et sous la direction d'un chef le domaine qui appartient à la communauté.

dans leurs *zadrougas,* les Serbes trouvèrent toujours en abondance de l'énergie et de l'élan » (1).

La religion contribua beaucoup à conserver l'idée nationale dans le peuple. Tandis que les évêques grecs, venus de Constantinople, parcouraient de loin en loin la contrée, escortés et armés à la turque pour se défendre des *haïdouks,* c'est aux pauvres couvents des solitudes qu'appartenait l'empire des âmes. Quand on parle de l'église serbe, qui a tant contribué à entretenir la flamme du patriotisme, il s'agit des monastères et des moines. Enfermés dans leurs couvents et livrés à la méditation les moines obligés le plus souvent de gagner leur vie en cultivant la terre ou en gardant les troupeaux de leurs fidèles, imposaient le respect. Avant l'occupation turque, la Serbie était couverte de monastères élevés par la munificence et la piété des rois; pendant les siècles de servitude c'est là qu'a été le refuge de la vie nationale. Ils sont cachés derrière les forêts sombres dans les plis de la montagne, retraite propice aux traditions comme aux espérances. Les visites aux couvents étaient une occasion pour tous les villages d'une même contrée de resserrer les liens fraternels. A certains jours, les Serbes y arrivaient de toutes parts, s'y installaient souvent dès la veille au soir, puis après les cérémonies de la matinée, après la confession et la communion, la fête populaire commençait. On pensait qu'à la même heure les autres monastères

(1) V. Rachitch: *Le Royaume de Serbie,* p. 324.

rassemblaient des milliers d'autres frères dispersés. Les moines racontaient les légendes des vieux rois et le rapsode aveugle célébrait sur la *gousla* (1) les malheurs de Douchan et les prouesses de Marko Kraliévitch.

Jamais religion nationale n'a mieux accompli sa mission. On ne doit pas se moquer de cette manie qu'avaient les vieux rois serbes de construire partout des monastères et de s'y enfermer aux approches de la mort pour y recevoir l'auréole des saints. Leurs tombeaux étaient là et c'est de là qu'est sortie la vie. Si de nombreux Serbes de Bosnie sont passés à l'islamisme c'est parce qu'il n'y avait pas chez eux d'aussi nombreux monastères pour protéger les vieux souvenirs.

La poésie aussi, comme la religion, comme l'esprit de famille et de communauté, a entretenu la vie pendant cinq cents ans chez un peuple qui semblait condamné à mort. Le peuple serbe, on peut le dire, est le peuple poète par excellence au milieu des poétiques populations de l'Orient. Mickievicz, qui se connaissait en poésie, et qui avait bien quelque droit d'être jaloux d'une telle louange pour ses frères de Pologne, définissait les Serbes: « Un peuple destiné à être le musicien et le poète de toute la race slave » (2). La poésie serbe est, en effet, toute spontanée et absolument anonyme. « Elle éclate partout aussi drue que les herbes des vallées, aussi vivace que les chênes des montagnes. Et

(1) Gousla: instrument de musique national.

(2) Mickiewicz: *Les Slaves*, t. I, p. 334.

je ne parle pas ici de leur foi au monde des fantômes, que les Serbes, peuple agricole, avec un sentiment si vif de la nature et une imagination si prompte, personnifient les puissances bienfaisantes ou terribles, que les hommes croient aux vampires et aux sorcières; qu'ils aient des rapports avec les *vilas,* ces belles jeunes filles aux robes blanches, aux longs cheveux flottants, habitantes des eaux solitaires, occupées à chercher les simples qui guérissent et toujours secourables aux malheureux, ce sont là des hallucinations qui se retrouvent plus ou moins chez tous les peuples primitifs. Un phénomène bien autrement original, c'est le besoin unanime de chanter toutes les actions de la vie individuelle, tous les événements de l'existence commune et d'écouter religieusement ceux qui les chantent » (1).

Les *pesmés* populaires sont le travail des siècles entiers et l'œuvre collective de toute une race. Les auteurs sont tous inconnus. Pour bien comprendre ces chants héroïques, il faut beaucoup d'étude et de réflexion. Pour en pénétrer le sens profond et réel, il faut avoir vu dans la *méhana* (2), les paysans écouter pendant des heures entières les récits de l'aveugle, dans un silence absolu, les yeux fixés sur le sol ou sur la flamme du foyer. En écoutant ces épopées, les Serbes voyaient repasser dans leur rêve obscur la vie de leurs ancêtres et celle

(1) Saint-René Taillandier, *La Serbie,* p. 49.

(2) *Méhana:* l'auberge du village.

qu'ils menaient eux-mêmes; ils songeaient en frémissant aux héros qui ont combattu les oppresseurs; ils vivaient dans une intimité constante avec Lazare le martyr et Marko Kraliévitch le libérateur qui attend, endormi dans une grotte lointaine, l'heure où sonnera la délivrance toujours espérée. « Pas de maison, si pauvre qu'elle soit, où, pour accompagner et amuser le chanteur on ne trouve une *gousla*. Le caloyer, au fond de son monastère, récite quelques pieuses légendes, en faisant suivre chaque vers du son plaintif de la *gousla*. Le pâtre, perdu dans les forêts et les montagnes, célèbre aussi les exploits des *haïdouks* et des héros du temps passé; les femmes à la fontaine, les moissonneurs dans les champs, les vendangeurs au temps de la récolte, le soldat revenu de la guerre, tous improvisent des chansons, un peu rudes sans doute, mais qui ne sont dépourvues ni de grâce, ni de naïveté » (1).

Ainsi les mœurs, la religion, la poésie, tout était d'accord pour maintenir la sève chez le peuple de Douchan et de Lazare.

Voilà comment les pâtres du XIX^e^ siècle ont pu renouer la chaîne des princes et des héros du XIV^e^ siècle et comment ces *raïas* méprisés du Turc se sont levés d'un seul bond à la voix de Kara-Georges et de Miloch Obrenovitch. En quelques jours la Serbie entière était debout, la faux ou le fusil à la

(1) Albéric Cahuet: *La question d'Orient*, p. 258.

main, à l'abri des grandes forêts et des rochers inaccessibles. Sans que l'Europe le sut, occupée de ses guerres où le destin du monde était en jeu, un petit peuple avait engagé une lutte à mort contre un puissant empire. La Serbie devait vivre ou périr écrasée. Les jours étaient venus enfin, annoncés depuis si longtemps, qui devaient amener pour le peuple serbe la revanche suprême et décisive de Kossovo.

DEUXIEME PARTIE

LA SERBIE RESTAURÉE

CHAPITRE PREMIER

La Serbie au commencement du XIX^e^ siècle

a) *Origines de la guerre de l'indépendance*

C'était beaucoup pour le peuple serbe d'avoir conservé de tels éléments de vie, mais il fallait un concours de circonstances extraordinaires pour faire connaître aux Serbes leur propre force. Les quinze dernières années du XVIII^e^ siècle ont exercé sur la Serbie une action décisive. La Russie et surtout l'Autriche ont joué, en ce qui touche les Serbes, un rôle direct dans cette histoire. L'apparition de la flotte russe dans la mer Egée, en 1770, avait soulevé les Grecs, et, quand l'Autriche, en 1788, se joignit à la Russie pour attaquer les Turcs, on vit les Serbes, sous le drapeau des Habsbourg, reconquérir une partie de leur patrie. A l'appel de l'empereur Joseph, les Serbes accoururent de tous les points de la Serbie, les laboureurs de

la plaine, les pâtres de la montagne ainsi que les *haïdouks*. Ces corps volontaires pénétrèrent dans l'intérieur du pays et prirent d'assaut Krouchevatz, la résidence des vieux rois, le sanctuaire des dynasties nationales.

Que de promesses, que d'espoir dans ce premier élan! La politique européenne, préoccupée comme toujours de sauver l'empire ottoman, pour faire obstacle à l'ambition moscovite, vint tout arrêter. D'ailleurs, qui connaissait les Serbes, qui pouvait s'intéresser à la patrie de Douchan, de Lazare, si vaillamment reconquise par les corps volontaires? Les négociations diplomatiques arrêtèrent la marche victorieuse de la Russie et de l'Autriche. Les événements prodigieux qui agitaient la France et l'Europe réclamaient l'attention des cabinets. On résolut donc de couper court au règlement des affaires de Turquie. Le traité de Sistova rétablissait le *statu quo ante bellum*. Malgré cela cette campagne manquée n'avait pas été infructueuse pour les Serbes, car ils s'étaient mesurés avec leurs tyrans et à leur bravoure naturelle, ils avaient ajouté les ressources de la discipline militaire. Le traité de Sistova n'avait mis fin ni aux alarmes des oppresseurs, ni aux espérances des opprimés.

Un autre événement précipita bientôt le dénouement inévitable. Le Sultan Sélim III, qui venait de monter sur le trône, était un réformateur. Il conçut le projet de détruire le vieux système ottoman, cette féodalité militaire qui paralysait l'empire, et d'y substituer la puissante organisation des Etats

modernes. Il voulait remplacer les pachas et les janissaires par une armée régulière et soumettre cette armée à la discipline occidentale.

Quel a été pour les Serbes le résultat de ces révolutions? Il a été bien singulier et inattendu. Tantôt un pacha, favorable aux réformes de Sélim, appelait les Serbes au secours contre les janissaires révoltés, tantôt le Sultan abandonnait les Serbes et les malheureux *raïas* retombaient sous un joug plus effroyable. Voilà en quelques mots le sort de la Serbie de 1793 à 1803. Pendant dix ans, il n'y avait que ces alternatives ou plutôt des soubresauts de la servitude à la guerre et de la guerre à la servitude.

Les janissaires vainqueurs du pacha, qui représentait du moins pour les *raïas* une liberté relative, avaient fait main basse sur le territoire serbe.

Il s'ensuivit un immense brigandage à toute heure et sous toutes les formes. Quelques *knèzes* (1) serbes rédigèrent alors une supplique au Sultan, et l'un d'eux se chargea de la porter à Constantinople: « O toi, notre tzar, lui disaient-ils, sache que les *dahis* (2) nous ont tout arraché jusqu'à nos vêtements, et que nous en sommes réduits à nous couvrir d'écorces d'arbres. Et les brigands ne sont point satisfaits; il faut que notre âme aussi devienne leur prise, il faut qu'ils nous prennent notre

(1) Notables serbes.

(2) Chefs des janissaires, qui s'attribuaient dans les contrées du Danube les mêmes pouvoirs que les *deys* avaient conquis sur les côtes d'Afrique.

religion. Pas un mari n'est assuré de garder sa femme, pas un père sa fille, pas un frère sa sœur. Couvents, églises, nos moines et nos popes, rien de sacré n'est à l'abri de leurs outrages. Si tu es encore notre tzar, lève-toi et délivre-nous des méchants. Si telle n'est point ta volonté, fais-nous le savoir; alors il ne nous restera plus qu'à nous enfuir tous dans les montagnes, ou à nous jeter la tête la première dans nos fleuves et nos torrents ».

Le Sultan entendit leur appel et menaça les *dahis* d'envoyer contre eux « non pas une armée turque, puisqu'il est défendu aux croyants de combattre les croyants, mais une armée d'une autre race, d'une autre religion ». Les janissaires comprenant que cette armée, que le Sultan voulait envoyer contre eux, ne pouvait être que l'armée des *raïas*, firent égorger le même jour un grand nombre de chefs serbes.

Parmi les hommes dont les *dahis* craignaient le plus la force et la colère était le nommé Kara-Georges, fils de Pierre-Georges Petrovitch. Il devait être leur première victime, mais il eut le temps de s'échapper et de gagner la montagne.

b) *La guerre de l'indépendance et ses premiers résultats*

De là sortit la guerre pour l'indépendance de 1804. En quelques jours la population turque, chassée des villages et des petites villes, fut obligée de se réfugier dans les forteresses. Ce premier

coup frappé, il fallait une direction souveraine pour soutenir une entreprise qui avait pris subitement de telles proportions. On nomma Kara-Georges le commandant des Serbes; il prit plus tard le titre de « Chef Suprême ». Bientôt la Serbie entière était debout. Après la prise de Schabatz, l'armée de Kara-Georges marcha sur Belgrade.

Selim et ses conseillers, persuadés que c'était là une révolte contre les *dahis* et rien de plus, n'étaient pas mécontents de voir châtier cette milice arrogante. Il fallait donc, pour faire plier les janissaires, montrer de la sympathie aux Serbes et les aider à rétablir l'ordre. Tel était le plan conçu du grand Vizir, et lorsque Belgrade tomba entre les mains de Kara-Georges, le délégué du Sultan dit aux insurgés: « Maintenant justice est faite. Vous pouvez retourner en paix dans vos maisons, vos troupeaux et vos charrues vous attendent ».

Plus d'une fois déjà, pendant le règne de Sélim, les Serbes avaient été soutenus par le Divan contre les janissaires, puis abandonnés à leurs ennemis. Cette fois, ils ne voulurent pas que leur victoire fût inutile. Pour la première fois les chefs serbes, avec Kara-Georges en tête, décidèrent d'invoquer la protection d'une grande puissance chrétienne. On pensa d'abord à l'Autriche, mais on n'avait pas oublié le traité de Sistova, qui fut une véritable trahison pour le peuple serbe. La Russie offrait une sauvegarde plus sûre car c'était vers elle, depuis Pierre le Grand et Catherine, que les opprimés de la Porte dirigeaient leurs regards. En

1802, elle avait obtenu pour les Moldo-Valaques, ce que les Serbes réclamaient aussi pour eux : l'éloignement des Turcs et l'établissement des chefs nationaux que la Porte ne pourrait destituer sans l'assentiment du tzar. Trois députés serbes partirent pour Pétrograd et revinrent six mois après rapportant une réponse favorable : « Prenez l'initiative, avait dit la chancellerie moscovite, adressez vos demandes à Constantinople, notre représentant les appuiera ».

Les Serbes exigèrent alors du Sultan que toutes les forteresses occupées encore par les Turcs fussent remises entre leurs mains. Sélim au lieu de répondre envoya Afiz, pacha de Nisch, à la tête de ses troupes pour désarmer les Serbes. Ainsi fut engagée la grande guerre, non plus la guerre contre les *dahis*, contre les janissaires ennemis du sultan Sélim, mais la guerre de quelques milliers de montagnards contre toutes les forces de l'empire ottoman.

Nous ne suivrons pas toutes les batailles et les victoires de la petite armée serbe, cela serait trop long et inutile. Nous constaterons simplement quels ont été les résultats obtenus par la première guerre de l'indépendance. Après la victoire serbe de Mischar, la Porte offrit la paix à Kara-Georges. Les Serbes envoyèrent alors une députation pour exposer au Sultan les justes exigences du peuple serbe. Cette députation était assistée d'un personnage fort habile, qui avait été drogman de la légation ottomane à Berlin et qui connaissait bien les

affaires de l'Europe, Pierre Itchko : « Prenez garde, disait-il au Divan, les Russes ont déjà pris en mains les intérêts de la Moldavie et de la Valachie. Si la guerre éclate entre la Russie et la Porte, et cette guerre est inévitable, prenez garde que votre ennemi ne trouve des auxiliaires tout prêts dans les insurgés de la Serbie. Donnez-leur des garanties, qu'ils ont droit de réclamer, et vous désarmez sur ce point la politique russe ». Il développa ces idées avec tant de force et d'adresse, que le Divan ne tarda pas à se rendre. La Porte offrit aux Serbes d'être maîtres chez eux, d'avoir un gouvernement propre et d'occuper même les forteresses, mais à la condition de faire toujours partie de l'empire ottoman et de reconnaître la suzeraineté de la Porte. En signe de vassalité ils payeraient un tribut annuel de 900.000 piastres, et pour marquer d'un signe extérieur le droit de suzerain, un « muhazil » demeurerait à Belgrade avec 150 Turcs.

Les Serbes à cette date ne songeaient point à demander autre chose ; ils acceptèrent sans hésiter les offres de la Porte.

Revenus à Constantinople pour obtenir la signature impériale, les députés serbes trouvèrent les dispositions changées. La crainte d'une guerre avec la Russie avait contribué certainement plus que l'éloquence de Pierre Itchko à déterminer les concessions de la Porte. Or, de grands événements avaient changé la face des choses. Lorsque les Russes ainsi que les Autrichiens étaient battus à Aus-

terlitz, la Turquie avait précipité la lutte en Serbie. Ensuite Napoléon, allié du Sultan, se trouva en face des Prussiens et des Russes. S'il était moins heureux qu'à Austerlitz, la Russie serait plus menaçante que jamais. La Turquie avait donc besoin à ce moment de se montrer circonspecte, et de là les concessions faites aux Serbes. Mais pendant que les diplomates serbes retournaient à Constantinople, la Prusse venait d'être écrasée à Iéna et à Auertstaedt et les conseillers de Sélim devinaient quelles charges allaient peser sur la Russie pendant les années suivantes. Ils reprirent donc leurs allures hautaines et le projet des concessions serbes fut rejeté. Malgré cette violation de promesse « la paix de Pierre Itchko » resta pour les Serbes le programme de l'avenir dont le but ne fut atteint qu'en 1867, sous le règne du prince Michel Obrenovitch, lorsque les derniers soldats turcs quittèrent les forteresses de Serbie.

Il ne resta plus alors à Kara-Georges que de poursuivre la guerre et d'obtenir par les armes ce qu'on lui refusait insolemment après les promesses mensongères. Vers la fin de l'année 1807, la plus grande partie du pays serbe était affranchie du joug ottoman.

Tant que Sélim III régnait on pouvait espérer un arrangement avec le Sultan réformateur. Il avait accepté en principe la convention pacifique de Pierre Itchko et ce n'est que la pression de ses conseillers qui l'avait empêché d'y donner suite.

Or, depuis les événements du mois de juin 1808, tout espoir était perdu. Sélim égorgé dans son palais, les Serbes ne pouvaient plus rien attendre des idées européennes, qui avaient pénétré en Turquie. Les gardiens des vieilles croyances ordonnèrent aux janissaires de commencer la guerre sainte contre les *raïas* révoltés. Entre temps la guerre turco-russe éclata et donna l'espoir aux Serbes d'un avenir meilleur et proche.

Kara-Georges voyait quelques-uns de ses adversaires mettre leur confiance dans les Russes, mais lui se tourna vers Napoléon, qui venait de vaincre l'Autriche à Wagram, et qui dans le palais de Schœnbrun, préparait le traité de Vienne. La lettre originale, en langue serbe, est conservée aux Archives de l'empire français. Voici la traduction latine officielle inscrite sur le verso:

« *Majestas tua impérialis!*

» *Gloria armorum et factorum majestatis tuæ imperialis replevit orbem universum. Nationes in augustissima tua persona suum liberatorem et legislatorem suspiciunt hujus felicitatis particeps esse cupit serbica natio. Monarcha! Respice Slovenos-Serbos, quibus nec virtus bellica, nec fides erga benefactorem deest. Tempus et occasio hanc veritatem demonstrabunt, unaque id quod digni protectione magnæ nationis.*

» *Spe fretum firmissima digueris, augustissime imperator, altissimo responso consolari.*

» *Majestatis tuæ imperialis humilimum et fidelissimum servum.*

» Gara-Georgium Petrovitch,
» *antistitem nationis Serbicæ.*

» *Belgradi,* 16 *augusti* ».

Napoléon, allié de l'empire ottoman ne daigna pas faire attention à cette supplique. Kara-Georges s'adressa alors à Vienne mais là aussi sans succès.

Délaissés de tout le monde, les Serbes arrivèrent quand même après de nombreuses luttes à vaincre les Turcs, à organiser l'unité de commandement et à libérer presque tout le Nord de la Serbie.

c) *Le traité de Bucharest et ses conséquences pour la Serbie*

Le 28 mai 1812 est une date funeste dans les annales de la Serbie. Ce jour-là fut signé le traité à Bucharest entre la Russie et la Porte, traité qui rendait au Sultan les provinces danubiennes. Les Serbes étaient abandonnés aux Turcs. La principauté de Serbie allait être, après tant d'énergiques efforts, étouffée sans même obtenir de l'Occident un regard d'attention ni un signe de sympathie.

Chaque fois que Napoléon est vainqueur des Russes ou chaque fois qu'il les menace, après Austerlitz, après Iéna et Friedland, la Turquie devient

plus menaçante aussi à l'égard de la Serbie. Après avoir vaincu la Prusse à Iéna et tout prêt à marcher contre les Russes, Napoléon écrivait à Sélim III, en 1806 : « La Prusse qui s'était liguée avec la Russie a disparu, j'ai détruit ses armées et je suis maître de ses places fortes. Mes armées sont sur la Vistule et Varsovie est en mon pouvoir. La Pologne prussienne et russe se lève pour reconquérir son indépendance, c'est le moment de reconquérir la tienne. N'accorde pas aux Serviens les concessions qu'ils te demandent les armes à la main. Fais marcher les troupes, tu n'as plus rien à craindre de la Russie ». Chaque nouvelle victoire de la France fournissait aux Turcs l'occasion de reprendre la lutte contre les Serbes insurgés.

La situation en 1812 produisit les mêmes résultats. La France menace la Russie, et la Russie s'empresse de faire la paix avec les Turcs et de leur abandonner ses conquêtes. La Turquie devient plus libre que jamais pour se jeter sur les *raïas* insurgés. Chaque déploiement de la puissance française fut ainsi fatal au petit peuple serbe. Si au contraire Napoléon avait obligé les Turcs, au nom de son intérêt même, à se montrer justes pour les chrétiens, en donnant à tous les opprimés de l'Europe orientale la protection puissante et désintéressée que Kara-Georges avait sollicitée pour les Serbes, il eût porté aux Russes des coups plus terribles que ceux dont il les menaçait en 1811.

Menacée par la France, la Russie en 1812, abandonna au Sultan ses provinces danubiennes, la Va-

lachie et la Moldavie jusqu'au Pruth et cessa de protéger la Serbie, espérant détacher immédiatement la Turquie de son alliance avec Napoléon.

C'est ainsi qu'on arriva au traité de Bucharest qui laissa les Serbes seuls en face des soldats irrités de Mahmoud. L'Europe entière était en feu, d'immenses intérêts étaient en jeu, et là dans un coin de l'Orient, privé de toute sympathie, le peuple serbe, enfermé dans une sorte de champ clos avec l'empire des Sultans, allait décider s'il devait vivre ou mourir.

On peut admettre le droit des Russes en un tel péril de rassembler leurs forces pour se défendre, mais il faut reconnaître que le tzar Alexandre, en délaissant les Serbes dont il avait longtemps exalté le patriotisme à son profit, a manqué à ses devoirs. Il aurait dû les couvrir à Bucharest plus efficacement de sa protection. L'article huit de ce traité dit qu'il serait remis aux Serbes l'administration intérieure de leur pays, qu'ils se soumettraient au Sultan et qu'ainsi le passé serait oublié. En rédigeant cette clause la Russie avait surtout songé à ses intérêts propres. Elle s'assurait un moyen de reprendre à la première occasion une sorte de protectorat moral et s'attribuait un droit d'intervention dans l'avenir. Quant au présent, elle s'inquiétait peu du sort de la Serbie.

Les Serbes devaient donc se soumettre aux Turcs. Kara-Georges comprit quelles funestes conséquences pouvait avoir pour les Serbes l'article 8 du traité de Bucharest et il offrit de payer un tri-

but au Sultan et à recevoir un pacha avec un certain nombre d'hommes dans la forteresse de Belgrade.Il concédait même aux Turcs en cas de guerre mais dans ce cas-là seulement, le droit d'occuper les autres forteresses. Il demandait cependant que l'administration du pays restât entre les mains des Serbes. La Porte ne se contenta pas de ces concessions, elle réclamait non seulement toutes les forteresses, mais la remise de toutes les armes et de toutes les munitions de guerre. Au point de vue où se plaçait la diplomatie ottomane, c'était la Serbie qui refusait d'obéir au traité de Bucharest, c'était donc Mahmoud qui obligeait Kara-Georges à respecter la signature du tzar. L'occasion était vraiment bonne pour les Turcs de dompter les *raïas* et de rétablir l'ancien ordre des choses.

La guerre recommença, terrible, guerre de tout un empire contre une de ses provinces. Ne pouvant pas lutter contre toute l'armée ottomane, la Serbie succomba et Kara-Georges s'enfuit en Autriche.

Ainsi le traité de Bucharest fut néfaste pour la Serbie, grâce à la diplomatie russe, qui laissa la Serbie seule en face de toutes les forces de l'empire ottoman.

CHAPITRE II

Miloch Obrenovitch et sa politique

a) *La deuxième guerre de l'indépendance et l'affranchissement de la Serbie*

En 1815 la Serbie se souleva pour la deuxième fois contre la Turquie sous Miloch Obrenovitch. Cette insurrection du peuple serbe fut plus heureuse que la première.

Cela se passait au printemps de l'année 1815, alors que les affaires générales de l'Europe étaient devenues plus propices à la cause des chrétiens de l'empire ottoman. Tandis que Miloch, victorieusement reprenait le drapeau tombé des mains de Kara-Georges, une députation serbe s'était rendue à Vienne pour se plaindre de la violation du traité de Bucharest. En même temps, une agitation extraordinaire commençait chez tous les chrétiens de l'empire turc, qui considéraient la chute de Napoléon comme une défaite de la monarchie ottomane et la prépondérance du tzar en Europe leur faisait croire que le jour de la délivrance était proche. Ce n'était donc point le moment de pousser à bout les

Serbes, et c'est pourquoi la Porte décida de se faire pacifique. Les députés serbes partirent alors pour Constantinople pour obtenir les garanties réclamées par les Serbes. Soutenus par la diplomatie russe, ils obtinrent vite ce qu'ils désiraient et peu de temps après le délégué du Sultan, le vice-roi Maraschli, et Miloch établissaient la loi qui devait régir la nouvelle Serbie.

Cette loi changeait les *raïas* en hommes libres. Ils restaient sujets turcs, mais étaient protégés contre les Turcs par des magistrats de leur race et de leur religion. Le pacha et les *knèzes* déterminaient le montant de l'impôt, la *skoupschtina* (1) en faisait la répartition entre les districts et les employés serbes étaient chargés de les percevoir.

Deux ans après, une grande assemblée nationale composée des *knèzes*, prélats, kmètes et notables de tout le pays, conférait à Miloch le titre de *Kniaz* ou prince des Serbes avec le droit d'hérédité dans la famille. Ce vote ne donnait à Miloch qu'un titre moral qu'il garda jusqu'à 1830, date à laquelle ce titre fut confirmé par le Sultan.

En 1820, le prince Miloch demanda à la Porte la nomination d'un commissaire impérial chargé de régler définitivement l'indépendance de la Serbie. Ce commissaire arrivait bientôt à Belgrade en apportant le *firman* qui réglait la situation de la Serbie et qui se résumait ainsi :

1° Le commissaire impérial, d'accord avec les

(1) Chambre des députés serbe.

knèzes fixera le tribut que la Serbie doit payer à la Porte;

2° Il n'y aura plus de juges musulmans que dans les forteresse de la frontière autrichienne, le reste du pays sera enlevé à leur juridiction;

3° Miloch sera le premier *knèze* des Serbes qui resteront toujours les *raïas* du Sultan, tenus de fournir le nécessaire aux troupes impériales (soit aux troupes des forteresses, soit aux troupes qui traversent le pays);

4° Les Serbes doivent déclarer par écrit qu'ils sont contents et renoncer à toute autre prétention dans l'avenir s'ils veulent que le *firman* leur soit remis.

Miloch ne voulut point accepter cette dernière condition et déclara au commissaire « qu'un peuple a toujours le droit de faire connaître ses vœux à Dieu et à son souverain » et « qu'il est étrange et cruel de vouloir qu'il y renonce ». Il exigea donc qu'on accordât aux Serbes les droits stipulés par le traité de Bucharest.

En 1812, quand toute l'Europe était engagée dans de gigantesques conflits, la Serbie avait été délaissée et livrée par la diplomatie russe à la merci des Turcs. Cette fois-ci le moment était arrivé où le traité de Bucharest, d'abord si fatal aux Serbes, devait leur rendre de grands services. Nous avons vu que l'article 8 de ce traité n'était assuré par aucune garantie immédiate et que l'interprétation de cette clause équivoque avait amené une lutte dans laquelle la Serbie avait succombé.

Maintenant l'Europe était tranquille, la politique russe veillait sur les contrées du Danube, et lorsque les Serbes invoquaient tout à coup le traité de Bucharest, si longtemps violé par la loi turque, ce nom retentissait comme une menace.

C'était un appel à la protection de la Russie. Comme tous les peuples qui ont subi de grands désastres et qui sont encore environnés de périls, les Serbes ont eu l'instinct de ce qui convenait à leur fortune. Est-ce esprit politique, esprit de ruse, ou savoir faire ? Qu'importe ; c'est l'arme de ceux qui ont leur vie à défendre. Ils avaient leur but et ils y marchaient en se servant de tous les secours que la destinée leur présentait; ils s'appuyaient à gauche, ils s'appuyaient à droite et ils avançaient toujours. Les Serbes savaient très bien que les sympathies des Russes pour la cause serbe n'étaient que des sympathies intéressées, mais ils en profitaient en même temps qu'ils s'en défiaient. C'est la prudence pour ne pas être dupe. Cette finesse et cette prévoyance continuelles ont toujours été un des caractères de la politique extérieure de Miloch.

b) *Rôle de la Serbie dans la révolution grecque*

Un an après l'invocation du traité de Bucharest par la Serbie, la révolution grecque éclata et mit l'Europe entière en émoi. Quelle va être la politique serbe en cette occasion? Allait-elle en profiter pour arracher au Sultan les concessions qu'il lui refusait? Allait-elle marcher avec la Grèce, pour

complaire à la Russie? Miloch examina la situation avec sang-froid et essaya de pénétrer l'avenir en cherchant quelles seraient les conséquences de sa résolution. Il décida que la cause des Grecs n'était pas celle des Serbes.

Les historiens qui ont accusé Miloch d'avoir trahi la cause de la civilisation chrétienne n'avaient pas une juste idée des complications sans nombre de la question orientale. On n'a pas grand peine à justifier cette politique du prince Miloch. La Serbie devait craindre à ce moment-là que la révolution grecque, réalisant ses espérances, ne donnât naissance à un empire d'Orient, qui regarderait la Serbie comme une de ses provinces et qui serait probablement pour elle plus redoutable que la Turquie elle-même. La Turquie était, en effet, obligée de ménager ses sujets chrétiens, tandis que l'empire grec, n'aurait que des prétentions hautaines à leur égard. Et puis, n'était-ce pas les Grecs qui, quatre-vingts ans avant la prise de Constantinople, avaient appelé les Turcs en Europe pour tenir en échec le tzar de Macédoine aimant le Christ? N'était-ce pas Cantacuzène qui avait arrêté l'œuvre civilisatrice de Douchan ? Dans la première phase de la révolution grecque les intrigues russes dominaient tout et c'est au milieu de ces intrigues qu'Ypsilanti (1) écrivit à Miloch pour le pousser à la révolte. On voulait lancer les Serbes comme une avant-garde et puis, selon la

(1) Officier russe, d'origine grecque, et aide de camp du tzar Alexandre.

tournure des événements, on aurait vu à quoi s'en tenir. La Serbie n'y consentit pas et resta fidèle au Sultan.

Il y avait encore deux autres raisons qui décidèrent la Serbie à rester neutre, ce fut d'un côté la situation particulière de l'Autriche, et de l'autre les négociations engagées entre la Porte et la Serbie.

La révolution grecque inquiétait beaucoup l'Autriche qui voyait dans ce mouvement l'ambition moscovite et puis le soulèvement des Serbes aurait pu entraîner leurs frères d'Autriche. Si donc Miloch avait donné le signal de soulèvement, il aurait créé à la Serbie de grands conflits, dans lesquels elle devait craindre tout, alliés et adversaires, et ne pouvait recevoir que de mortelles blessures.

D'un autre côté, les négociations que la Serbie venait d'engager avec le Divan étaient aussi un grave avertissement pour Miloch. Nous savons que peu de temps avant les événements grecs, il avait refusé les concessions partielles de Mahmoud et qu'il avait subitement invoqué le traité de Bucharest. Pour exprimer les vœux de la Serbie, il avait envoyé à Constantinople une nombreuse députation, composée des principaux notables du pays. Au moment où la révolution grecque éclata la situation des députés serbes était terriblement critique. Les chrétiens de Constantinople furent attaqués et massacrés. Les députés serbes sauvés à grand peine étaient gardés captifs comme des otages. Si les Serbes avaient donné le moindre

signe de soulèvement, les députés serbes, élite de la nation, auraient été immédiatement sacrifiés.

Tout cela explique suffisamment la conduite de la politique serbe et son refus très net de participer à l'insurrection grecque.

« Il y avait chez Miloch, dit Saint-René Taillandier, un mobile qui prévalait sur tous les autres, et je ne mets pas en doute que les conceptions de son esprit ne fussent en cela parfaitement d'accord avec l'instinct populaire; ce mobile, c'était le désir de mener à bien les affaires de la Serbie par les moyens directs, de faire triompher sa cause sous son propre drapeau et non sous le drapeau d'une nation rivale » (1).

Le prince serbe voulait rester neutre pour profiter des fautes de la Turquie. Il comprenait que le jour n'était pas loin où la Serbie allait reconquérir son indépendance ; il ne pouvait courir des aventures et tout compromettre par un acte de folie. Il comptait que la succession de l'empire ottoman allait s'ouvrir bientôt et que la Serbie n'avait qu'à grandir sur son propre terrain. Cela resta la préoccupation directe et constante de la politique serbe.

A propos de cette politique de Miloch, Saint-René Taillandier dit avec raison : « Pourquoi donc Miloch, en 1821, eût-il embrassé la cause de l'hellénisme? A chacun suffit sa tâche, comme à chaque jour suffit sa peine. L'Europe orientale est un

(1) Saint-René Taillandier : *La Serbie*, p. 234.

vaste échiquier où sont engagées des parties très diverses; il faut jouer serré, si l'on ne veut pas être dupe. L'attitude que la Serbie a gardée dans cette crise mémorable me paraît faire honneur à la politique étrangère de celui que le vœu national appelait déjà Miloch Obrenovitch, prince des Serbes » (3).

c) *Succès de la diplomatie de Miloch. La convention d'Akermann*

Les députés serbes envoyés à Constantinople en 1820 étaient toujours enfermés et gardés comme otages pour contenir Miloch. On ne peut pas méconnaître l'action du prince, quand on voit en 1826 le représentant de Russie à Constantinople remettre à la Porte un ultimatum au sujet de l'exécution du traité de Bucharest. Après le doux et indolent Alexandre, Nicolas Ier, plein d'ardeur et d'énergie, était monté sur le trône. Dans son ultimatum il menaçait la Turquie de la guerre si la Porte ne répondait pas aux réclamations suivantes:

1° L'évacuation de la Valachie et de la Moldavie par les troupes turques, le rétablissement des choses comme elles étaient avant 1821;

2° Envoi d'une commission turque en Russie dans la localité qui sera fixée par elle, et qui réglerait toutes les contestations qui avaient surgi sur l'interprétation du traité de Bucharest;

---

(1) Saint-René Taillandier: *La Serbie*, p. 235.

3° La mise en liberté des députés serbes, gardés jusque-là comme otages.

Mahmoud s'exécuta immédiatement. Les députés serbes furent mis en liberté, et une commission turque se rendit à Akermann, désignée par le Cabinet russe, pour fixer l'interprétation du traité de 1812 et régler le sort de la Serbie.

Pourquoi le Sultan, s'était-il empressé d'exécuter la volonté du tzar? Parce que c'était le moment où il préparait la destruction des janissaires, projet conçu depuis le meurtre de Sélim III. Pour arriver à ce résultat, le Sultan avait besoin de la paix. C'est la cause d'un tel empressement du Divan de donner satisfaction aux Russes.

Les commissaires des deux gouvernements réunis à Akermann signèrent une convention dont nous ne rapporterons que l'article 5, qui concernait la Serbie: « La Sublime Porte, désirant donner à la cour impériale de Russie une preuve de ses dispositions amicales et de zèle à la rigoureuse exécution du traité de Bucharest, remplira aussi les clauses indiquées par l'article 8 dudit traité concernant les Serbes, sujets *ab antiquo* de l'empire ottoman, auquel ils payent un tribut annuel qui leur donne droit aux faveurs du Sultan et à sa magnanimité. La Sublime Porte, prendra, d'accord avec les députés serbes, les mesures nécessaires pour régulariser convenablement et confirmer la concession des privilèges principaux stipulés par ce traité, qui serviront à la Serbie de juste récompense pour sa fidélité passée, en même temps qu'ils

seront un gage pour sa fidélité dans l'avenir envers l'empire ottoman.

» Les hautes parties contractantes, ainsi qu'il a été déclaré dans l'acte particulier annexé et conclu entre les plénipotentiaires respectifs, ont reconnu nécessaire de fixer un terme de dix-huit mois pour les conférences relatives à cet objet, après quoi les déterminations prises sur les points précités, d'accord avec la députation serbe à Constantinople, seront consignées en détail dans un *firman* confirmé par un *hatti-chérif*, qui sera prêt pour être mis à exécution dans le plus bref délai possible, et dans tous les cas non au-delà du terme précité de dix-huit mois. Le *firman* devra être communiqué à la cour impériale de Russie et alors il sera considéré comme partie intégrante de cette convention ».

L'article 5 promettait donc un acte particulier concernant la Serbie. La situation de la Serbie devait être réglée d'accord avec les députés serbes par conséquent sous l'influence du gouvernement national serbe, puis consacrée par un *firman* et communiquée à la Russie. Ce fut une grande victoire de la politique étrangère de Miloch.

Cet acte particulier concernant la Serbie fut rédigé en ces termes:

« La Sublime Porte, mue par le seul désir de remplir religieusement les conditions de l'article 8 du traité de Bucharest, et ayant déjà permis aux envoyés de la Serbie à Constantinople de présenter les demandes nécessaires pour établir le bien-être et la tranquillité de cette naton, ces députés ont

manifesté dans leur pétition quelques désirs de leurs nationaux, relativement à la liberté des cultes, au choix de leurs employés, à l'indépendance de leur administration intérieure, à la cession des districts qui ont été séparés de la Serbie, à la réunion en une seule somme des différentes contributions, à l'administration des fiefs militaires turcs et des biens que les musulmans possèdent en Serbie, sous condition d'en payer les revenus avec les charges respectives, à la liberté du commerce, à la permission à accorder à leurs négociants de voyager dans tout l'empire ottoman avec des passeports serbes, à la faculté d'instituer des hôpitaux, des écoles, des typographies, enfin à la défense aux musulmans de s'établir en Serbie, excepté dans les garnisons nécessaires à la garde des citadelles.

» Pendant que l'on discutait ces réclamations, des obstacles imprévus vinrent en empêcher la conclusion. Cependant la Sublime Porte, ayant maintenant la ferme intention d'accorder à la nation serbe les concessions stipulées par l'article 8 du traité de Bucharest, s'occupera, d'accord avec les députés serbes, de régler les demandes précitées de cette fidèle nation, comme toutes les autres qui pourront lui être faites par ladite députation, pourvu qu'elles ne soient pas en opposition avec les devoirs qui incombent aux sujets de l'empire ottoman. La Sublime Porte communiquera à la cour impériale de Russie tout ce qu'elle aura fait pour l'exécution de l'article 8 du traité de Bucharest, ainsi que le *firman* décoré du *hatti-chérif* qui consacrera les privilèges précités.

» A cet effet, nous, soussignés, plénipotentiaires de l'empereur et padischah de toutes les Russies, en vertu de souverains pleins pouvoirs, et d'accord avec les plénipotentiaires musulmans, nous avons fixé et déterminé les conditions ci-dessus mentionnées relativement aux affaires de la nation serbe, en conséquence de l'article 5 de la convention signée en huit articles à Akermann par nous et les plénipotentiaires ottomans pour la garantie et la confirmation du traité de Bucharest ».

Quelques semaines après, la convention d'Akermann fut ratifiée par le tzar Nicolas et un courrier du cabinet russe en apporta à Miloch la nouvelle officielle.

Dans son discours devant la *Skoupschtina,* Miloch expliqua sa politique étrangère, et dit entre autres choses:

« Les souverains d'Europe n'aiment pas les révolutions, c'est pourquoi ne voulant que le bien de notre pays, ne visant qu'à lui procurer une organisation tutélaire, je me suis jeté aux genoux du Sultan et lui ai demandé grâce ».

d) *La paix d'Andrinople. La politique de Miloch: affaiblissement et maintien de l'empire ottoman.*

La Turquie ne se pressait pas pour exécuter la convention d'Akermann. Cette raison et encore bien d'autres, décidèrent le tzar Nicolas à déclarer la guerre à la Porte, qui finit par la victoire

russe et le traité d'Andrinople (1829), mais aussi par le maintien de l'empire ottoman.

L'affaiblissement et le maintien de l'empire ottoman était aussi le programme de la politique serbe. Pendant cette guerre russo-turque, la Serbie resta neutre, mais rendit quand même certains services aux Russes. Miloch empêcha l'armée bosniaque de traverser le territoire serbe pour aller rejoindre le théâtre de la guerre et détermina le pacha de Scutari à ne pas conduire trop tôt son armée contre les Russes. Miloch ne désirait certes pas la victoire turque mais il ne désirait pas non plus l'anéantissement complet de l'empire ottoman.

Otto von Pirch, qui avait visité le prince après la signature du traité d'Andrinople, nous donne là-dessus des détails précis :

« Le prince, dit-il, me parla en termes excellents, avec circonspection et dignité, de la politique des grandes puissances, de la modération de la Russie, du noble rôle de la Prusse dans cette affaire (1). C'est chose digne de remarque comme les Serbes virent clair dans le traité d'Andrinople, le trouvant bien autrement utile à leur cause que ne l'eût été la prise de Constantinople. Le partage de la Turquie d'Europe entre les puissances chrétiennes

(1) Allusion au général von Müfling, représentant de la Prusse au quartier général d'Andrinople et qui fit tout pour empêcher les Russes d'entrer à Constantinople.

eût été pour les Serbes l'événement le plus funeste, il eût ruiné leur indépendance » (1).

La politique serbe était donc l'affaiblissement de l'empire turc, pour qu'il soit obligé de ménager les Serbes, mais aussi son maintien pour que la Russie ne prenne pas sa place, autrement dit prolonger son existence jusqu'au jour où la Serbie sera assez forte pour pouvoir revendiquer sa part et reconstituer l'ancienne Serbie.

Parmi les clauses du traité d'Andrinople, il y en avait une qui concernait la Serbie, c'était l'engagement pris par le Sultan d'envoyer aux Serbes le *hatti-chérif* qui consacrait leur émancipation.

Ce *hatti-chérif* fut expédié aux Serbes le mois même de la signature du traité. Il constituait une Serbie nouvelle avec toutes sortes de droits et de franchises. Seulement, cet acte ne parlait point de Miloch Obrenovitch. La Turquie et la Russie ne voulaient pas qu'une dynastie nationale se fondât en Serbie. Chacune d'elles avait une raison : la Turquie ne désirait point cette dynastie parce qu'elle espérait un jour reprendre pied chez les *raïas;* la Russie, parce qu'elle craignait que les Serbes ne pussent un jour se suffire à eux-mêmes.

Mais Miloch dérangea le mauvais vouloir de la Porte ainsi que les combinaisons de la Russie. Il acheta le *bérat* qui lui donnait l'investiture. Le 30 novembre 1830 un délégué du Sultan faisait la lec-

(1) *Reise in Serbien,* t. I, p. 155.

ture devant la population de Belgrade, du *hatti-chérif* consacrant l'émancipation de la Serbie et du *bérat* ou diplôme impérial conférant à Miloch le titre de prince des Serbes avec le droit d'hérédité. « Le 30 novembre 1830, dit Saint-René Taillandier, est une des dates mémorables de l'histoire d'Orient au XIX^e^ siècle; le spectacle qu'on a vu ce jour-là, c'est la conquête de la Serbie par les Serbes, proclamée dans Belgrade même, au nom du Sultan Mahmoud, devant les Turcs soumis et consternés » (1).

La Russie fut irritée de cette fondation de la dynastie des Obrenovitch malgré le tzar. Les Russes voulaient servir la cause serbe jusqu'à un certain degré, mais sans aller trop loin. Les intrigues russes furent désormais en Serbie nombreuses en vue de diminuer le pouvoir de Miloch et d'affaiblir la nouvelle Serbie.

Sans entrer dans les détails de la nouvelle politique russe en Serbie, nous rappellerons l'arbitrage du tzar Nicolas I^er^, relatif à la forteresse de Belgrade. D'après le *hatti-chérif*, la Turquie se réservait en Serbie les forteresses de la frontière. Il s'éleva la question de savoir si Belgrade était une forteresse, et si elle devait par conséquent rester entre les mains turques. Les négociations entre la Serbie et la Porte durèrent assez longtemps. Le Divan proposa enfin aux députés serbes de s'en rapporter à l'arbitrage du tzar Nicolas. Celui-ci, déjà

(1) *La Serbie*, p. 280.

mécontent de voir les Serbes réussir trop bien et trop vite, décida que Belgrade était une forteresse, qui devait rester à la Turquie. Ainsi le prince fut obligé de quitter Belgrade et de retourner dans sa résidence de Kragoujevatz. La Russie, tendant la main aux Turcs, infligeait un échec notable à la Serbie.

La politique extérieure de Miloch fut presque toujours irréprochable. Dans ses rapports avec le Sultan ou avec le tzar il voyait juste et agissait prudemment, ainsi que dans ses rapports avec l'Autriche.

Lorsqu'après la révolution de 1835, le prince Miloch donna à la Serbie une constitution, l'Autriche effrayée de voir un système constitutionnel s'établir à ses portes, et craignant que les idées libérales et démocratiques ne se répandissent chez les Serbes et les Slaves de son Empire, avait adressé des remontrances officieuses à Miloch. En même temps, elle signala le danger à Saint-Pétersbourg et à Constantinople.

Le cabinet russe ne demandait pas mieux que de reprendre la direction de la politique serbe et de déposséder Miloch. Il saisit donc avec empressement l'occasion que lui offrait de Metternich. Cette hostilité du cabinet moscovite décida Miloch à entreprendre un voyage à Constantinople, comprenant que cette visite au Sultan était nécessaire. Il fallait ménager la bienveillance du suzerain pour pouvoir mieux résister aux injonctions de son protecteur. Il fut magnifiquement accueilli à la cour du

Sultan. Revenu en Serbie, il comptait que la confiance du Sultan lui permettrait de déjouer les intrigues diplomatiques qui le menaçaient. Or, les intrigues se poursuivirent avec plus d'ardeur que jamais à Constantinople. Les représentants de la Russie, de l'Autriche, de la France et de l'Angleterre discutaient avec la Porte les bases d'un nouveau statut organique pour la Principauté de Serbie. Ces négociations finirent par un *hatti-chérif* de la Porte qui arrêtait la marche de la Serbie vers l'émancipation définitive, en supprimant ses assemblées nationales. Cet acte créa aussi à côté du prince un conseil inamovible chargé de le surveiller. Le prince Miloch accepta le *hatti-chérif,* mais peu de temps après ne voulant pas accepter la diminution du pouvoir que lui imposaient les puissances, il abdiqua.

En quittant Belgrade, Miloch dit au colonel anglais Hodges : « Ma chute, toute proportion gardée n'est pas sans analogie avec celle de Napoléon. Comme le Grand Empereur, j'ai délivré mon pays par les armes, j'ai assuré son repos par des négociations ; on n'a plus besoin de moi, on me chasse ».

---

(1) V. Rachitch. *Le Royaume de Serbie,* p. 684.

CHAPITRE III

La guerre de Crimée et le traité de Paris

Après le départ du prince Miloch, ce fut son fils aîné Milan, qui monta sur le trône et mourut quinze jours après son avènement. Le second fils, Michel, le remplaça, seulement le Sénat commit la faute de lui attribuer le trône par élection. Ce fut un succès pour la Turquie car cela équivalait à l'abandon du droit d'hérédité. La Porte s'efforça de lui imposer une direction politique et l'entoura d'agents choisis parmi les ennemis de son père. En présence de l'hostilité de la Porte, de l'Autriche et de l'indifférence de la Russie, Michel abandonna sa couronne. Alexandre Karageorgevitch fut alors élu prince.

La Serbie, pour se relever peu à peu, avait besoin d'appeler à son aide la politique la plus circonspecte; les graves et tranquilles allures du nouveau prince répondaient bien aux nécessités du moment. Au cours de son règne, il s'efforça surtout d'éviter les difficultés internationales. Ainsi pour plaire, ou plutôt pour obéir à la Russie, il sacrifia son ministre Garachanine, qui avait auprès du gouvernement

russe la réputation d'un esprit dangereux. Cet acte provoqua le mécontentement du peuple.

Averti et redressé, le prince marcha désormais d'un pas sûr à travers les difficultés de la crise orientale. Il avait tout d'abord cédé à la Russie, qui ne l'aimait point, mais il résista bientôt et à la Russie dont il se défiait, et à la Turquie dont il était l'obligé.

La guerre de Crimée mettait la Serbie dans une situation aussi complexe que difficile. D'après les traités, la Serbie était placée sous la suzeraineté de la Turquie d'une part, et sous la garantie de la Russie d'autre part. Or, garant et suzerain étaient en guerre. En ces difficiles circonstances l'attitude du gouvernement serbe fut habile et correcte. Pendant toute l'année 1853, quand la Russie et la Turquie se préparaient pour la lutte, malgré toutes les obsessions en sens contraire, le prince Karageorgevitch maintint résolument la neutralité de la Serbie. Il refusa de s'engager dans la lutte qui avait éclaté entre la Russie et la Turquie, les deux puissances protectrices de la Serbie.

Tout d'abord, l'Autriche avait conçu, aux approches de la guerre, le projet d'occuper militairement la Serbie. Elle voulut amener le prince à cette idée. Celui-ci refusa et l'Autriche renonça à son projet. La Russie s'efforça ensuite de gagner le prince à sa cause; elle n'hésita pas même à le menacer, s'il résistait, d'une révolution et du retour des Obrenovitch. Le prince, soutenu par la diplomatie française à Constantinople, dédaigna ses menaces. En-

fin, c'est la Turquie qui voulut engager la Serbie sous sa bannière. Le Sultan somma le prince de s'expliquer sur la conduite que la Serbie allait prendre dans le conflit qui commençait. La réponse du prince fut celle-ci : « Le gouvernement serbe ne saurait prendre part à la lutte qui a éclaté entre les deux puissances protectrices de la Serbie. Il observera la plus stricte neutralité, et dans aucune occasion, sous aucun prétexte, ne permettra qu'un corps d'armée, à quelque parti qu'il appartienne, viole les frontières de son territoire ».

Bientôt le Sultan abolit le protectorat de la Russie sur la Moldavie, la Valachie et la Serbie en maintenant tous les privilèges de ces trois principautés. Cet acte modifiait profondément les conditions politiques de la Serbie. Voici quelle fut la réponse du prince lorsqu'un délégué du Sultan vint à Belgrade apporter officiellement cette nouvelle : « La confirmation des privilèges de la Serbie est acceptée avec reconnaissance; toutefois, la Serbie désire le maintien des traités turco-russes de Bucharest, d'Akermann, d'Andrinople et elle est bien résolue à garder la position que les traités lui assurent vis-à-vis de la Russie comme vis-à-vis de la Porte ».

Les Serbes furent récompensés de cette politique aussi honnête que ferme, qui est un titre d'honneur pour le gouvernement du prince Karageorgevitch. Dans le traité de Paris, les conquêtes de Kara-Georges et de Miloch reçurent une éclatante consécration. La Serbie restait sous la suzeraineté de la

Porte, mais ses privilèges et ses droits étaient placés dorénavant sous la garantie collective des grandes puissances européennes. Depuis un demi-siècle elle était ballotée sans cesse de la Russie à la Turquie, de la puissance protectrice à la puissance suzeraine. Désormais elle pouvait se mouvoir plus librement. Si elle restait soumise à la suzeraineté de la Porte, elle conservait aux termes de l'article 28, du traité de Paris : « Son administration indépendante et nationale, ainsi que la pleine liberté de culte, de législation, de commerce et de navigation ». L'article 29, il est vrai, maintenait le droit pour la Turquie de tenir garnison en Serbie, disposition, qui devint plus tard une cause de conflits entre les Serbes et les Turcs. Cependant l'espoir du règlement définitif sur ce sujet n'était pas tout à fait enlevé aux Serbes, car le protocole n° 13 contenait un appendice qui fut maintenu dans le texte définitif et qui disait : « Sa Majesté le Sultan s'engage à rechercher, de concert avec les hautes puissances contractantes, les améliorations que comportent l'organisation actuelle de la principauté ».

C'est dans l'atmosphère de la civilisation européenne que la Serbie était désormais appelée à vivre et à grandir.

Deux ans après la signature du traité de Paris, les soldats turcs, de la garnison de Belgrade, tentèrent d'assassiner le consul d'Angleterre. Cet incident fit espérer aux Serbes une intervention des puissances. Vain espoir ! La Turquie fit toutes les excuses qu'on voulut et l'incident fut clos.

Ce qu'on reprochait à la politique extérieure du prince Alexandre, c'était sa soumission complète à l'influence autrichienne. L'Autriche, à peine remise des secousses de 1848, prétendait soumettre tous les peuples de l'Empire à une centralisation inflexible. Les Serbes et les Croates, aussi bien que les Magyars étaient courbés sous le sceptre des Habsbourg. Pour imposer ce système, il fallait empêcher que la vie politique ne fît trop de bruit chez les peuples de même race. Le libre développement de la principauté serbe, sa lutte constante avec son suzerain et toutes ses scènes d'une vie indépendante et nationale, n'étaient qu'un douloureux contraste avec la situation des Serbes d'Autriche. C'était une obsession incessante pour eux. Le gouvernement autrichien essaya alors de s'emparer de l'esprit du prince. Celui-ci pour éviter les conflits se soumit aux prétentions autrichiennes, et pendant dix ans ne convoqua pas la *skoupschtina*, pour ne pas donner un signe éclatant d'une vie libre et nationale. Le prince Alexandre laissa ainsi amoindrir entre ses mains les droits de la principauté.

Les Serbes se montraient de plus en plus mécontents de cet état de choses. Le prince fut enfin obligé de réunir la *skoupschtina* (1858). La Porte, après avoir vainement tenté de s'y opposer, envoya à Belgrade un commissaire, Kabouli-Effendi, qui émit la prétention d'assister aux séances de l'assemblée nationale. C'était une violation du traité de Paris qui promettait aux Serbes : « Une administration indépendante et nationale ainsi que la

pleine liberté de législation ». Les députés serbes protestèrent contre la prétention de Kabouli-Effendi.

Après cet incident, l'assemblée se mit à critiquer les actes du gouvernement et somma le prince Alexandre d'abdiquer.

Ainsi la faiblesse du prince provoqua sa chute et le retour du vieux prince Miloch et, avec lui, de la dynastie Obrenovitch.

CHAPITRE IV

Le retour de la dynastie Obrenovitch

a) *Le retour de Miloch et la dernière victoire de sa politique extérieure*

Le prince Miloch revenu au pouvoir (1858), sa première pensée fut de relever le trône et la nation.

Dès le lendemain de sa chute, en 1839, il avait conçu l'ambition de reprendre son rôle sur une plus vaste échelle. Il voulait affranchir les chrétiens de la Bulgarie et de la Bosnie, rassembler tous les Serbes de l'empire turc et rétablir ainsi la Grande Serbie. Pendant les seize années de règne du prince Kara-Georgevitch, il attendit avec impatience qu'il fût rappelé par ses compatriotes.

Sa politique étrangère fut jusqu'à sa dernière heure aussi habile que hardie. En 1860, il envoya une députation à Constantinople pour exiger de la Porte trois choses importantes:

1° La confirmation des lois récentes émanées de la *skoupschtina* qui établissaient le principe d'hérédité souveraine et réglaient la succession du trône;

2° L'exécution du *firman* de 1830, qui interdisait aux troupes ottomanes le séjour de la Serbie, réserve faite des forteresses de la frontière;

3° L'abolition complète du *firman* de 1838, qui entravait l'administration intérieure du pays.

A ces demandes, la Porte donna des réponses évasives. Elle reconnaissait dans le prince Michel, fils de Miloch, le futur héritier de la couronne, mais elle ne voulait pas proclamer d'une façon définitive le principe de l'hérédité souveraine. Le prince Miloch déclara alors par un acte solennel que: « Jamais ni lui ni le peuple serbe ne cesseront de regarder toutes les dispositions contenues dans le mémorandum porté au Sultan par la députation serbe comme des droits irrévocablement acquis ».

Parmi ces droits, nous nous bornerons à citer la loi de succession au trône, édictée par le prince d'après le vœu de la *skoupschtina* et le consentement du Sénat. Voici les dispositions principales de cette loi: « La dignité princière est héréditaire dans la descendance mâle de la famille Obrenovitch. Si cette famille s'éteint, le dernier des Obrenovitch transmettra la dignité à un fils adoptif qui devra être Serbe de naissance, d'une famille honorable et de la communion grecque. L'héritier du trône est majeur à dix-huit ans révolus. Pendant la minorité, la régence est exercée par un triumvirat que la *skoupschtina* choisit parmi les ministres, les sénateurs, les conseillers de la cour de cassation et de la cour d'appel. Si le prince régnant n'a pas d'héritier, et meurt sans en avoir désigné un, la

skoupschtina élit un Serbe pour prince » (1). Ce fut le dernier acte de Miloch qui mourut peu de temps après (1860).

b) *L'évacuation des forteresses serbes par les garnisons turques*

Les garnisons turques occupaient toujours les forteresses serbes comme signe de soumission de la Serbie à la Porte. Le prince Michel monté sur le trône, poursuivit activement des négociations en vue de faire cesser une servitude que son peuple jugeait depuis longtemps intolérable. Le ministre Garachanine, soutenu par les sympathies françaises et russes ne craignit point de tenir tête au gouvernement de Constantinople que soutenaient les gouvernements autrichiens et anglais.

Entre temps un grave incident, qui se produisit entre la garnison turque de la forteresse et la ville de Belgrade allait préciser l'attitude des puissances. Un sergent turc tua à coups de fusil un jeune Serbe et le drogman de la police qui intervint pour défendre la victime, fut aussi tué. Il s'ensuivit une véritable lutte entre les Serbes et les soldats turcs. Les consuls assemblés à la hâte obtinrent un compromis provisoire entre la ville et la forteresse. La population fut immédiatement calmée par l'intervention du ministre Garachanine. Tout semblait

(1) *Annuaire des Deux-Mondes*, t. IX, p. 730.

être fini, lorsque le gouverneur turc de la forteresse, obéissant probablement à un accès de folie, ordonna le bombardement de la ville. Les consuls, indignés de cet acte de sauvagerie, protestèrent immédiatement auprès de leurs gouvernements. A la suite de cet incident, une conférence des ambassadeurs se réunit à Constantinople, en août 1862, pour régler la question des forteresses serbes. Pendant dix séances on échangea des vues très différentes. L'Autriche et l'Angleterre voulaient maintenir les droits des Turcs tandis que la France soutenue par la Russie et la Prusse, déployait les plus grands efforts pour faire triompher les droits serbes. On fut obligé de finir les débats par un projet transactionnel: la Turquie perdit plusieurs forteresses et, dans les autres, elle s'engagea à ne conserver que les garnisons strictement indispensables pour la sécurité de son Empire. En outre, les soldats turcs ne pouvaient plus sortir de leurs forteresses, dont le périmètre devait être tracé par une commission composée d'officiers turcs et d'officiers des puissances garantes.

Les puissances protectrices maintenaient donc toujours les soldats turcs sur le sol de la Serbie. Tout en acceptant la nouvelle situation, le gouvernement serbe exprima son regret et son mécontentement. Il ne considéra ce système de demi-mesure ni comme une satisfaction actuelle, ni comme une garantie d'avenir. Sur le message du prince, la *skoupschtina* répondit: « Ce qui nous contriste le plus, c'est de voir, même après le bombardement

de Belgrade, les canons des forteresses turques braqués sur les plus importantes de nos villes. Prince, tout progrès réel est interdit à la Serbie aussi longtemps que ces forteresses entretiendront le pays dans de continuelles appréhensions. Les habitants de la Serbie ne pourront se rassurer tant que, sous ce rapport aussi, satisfaction ne sera pas donnée aux réclamations légitimes de votre Altesse et de toute la nation » (1).

Le gouvernement serbe ne se contenta donc pas de la décision de la conférence des ambassadeurs à Constantinople; il poursuivit les négociations en vue de faire partir définitivement les soldats turcs. Il sut habilement profiter des embarras de la Turquie en Crète et de la défaite de l'Autriche à Sadowa, pour décider le Sultan à transiger de nouveau. La Porte proposa alors trois combinaisons: d'après la première, le prince serait nommé le gouverneur des forteresses où les garnisons ottomanes seraient maintenues ; d'après la seconde, on établirait des garnisons mixtes sous le commandement du prince; la troisième proposition faisait disparaître l'élément turc de la Serbie et ne donnait au Sultan qu'une satisfaction d'amour-propre: le drapeau du suzerain flotterait à côté du drapeau serbe sur les forteresses. Les deux premières propositions paraissaient irréalisables : la première parce qu'il semblait bien difficile d'assurer l'obéissance des soldats turcs à un chef chrétien, la

(1) *Annuaire des Deux-Mondes,* 1863-1864, p. 6251.

seconde parce qu'elle aurait créé une source intarissable de conflits entre les deux éléments des garnisons. Comme la troisième proposition était la plus heureuse, on l'adopta.

L'évacuation des forteresses serbes par les garnisons turques fut exécutée, en 1867, et un *firman* constata l'exécution de cette clause de la convention turco-serbe.

c) *Les idées du prince Michel sur la confédération balkanique*

Ainsi, en 1867, la Serbie était virtuellement indépendante. Le prince Michel préparait alors son pays pour une prochaine guerre contre la Turquie en vue d'une libération de tous les chrétiens des Balkans et travaillait à la formation d'une fédération balkanique.

La menace de cette nouvelle guerre fut telle, que les cabinets de Paris, de Londres et de Vienne se concertèrent et se demandèrent si, pour éviter une guerre, la prudence ne commandait pas de donner la Bosnie au prince Michel moyennant le payement d'un tribut à la Porte.

De tous côtés les sympathies lui souriaient. La Russie ne s'était pas encore bien relevée de ses défaites en Crimée, et trop occupée par les réformes d'Alexandre II, elle avait abdiqué pour le moment toute ambition directe et elle aurait regardé la ruine de la Turquie avec une satisfaction tran-

quille. L'Autriche, ébranlée par ses défaites de Magenta et de Solférino, cherchait une dérivation à ses ennuis dans une politique offensive en Allemagne. Napoléon III ne ménageait à la Serbie ni ses encouragements ni son aide.

Les Bulgares, qui n'avaient pas encore conquis leur autonomie, tournaient leurs regards vers Belgrade où leurs émigrés entretenaient d'actives relations. Les rapports des Serbes de la principauté et des Serbes d'Autriche avaient toujours été étroits. Dans la lutte qui se préparait le prince Michel comptait sur les connivences et l'appui des Slaves autrichiens et turcs, ayant aussi un allié sérieux dans la Tcherna-Gora (Monténégro) qui avait fini par conquérir une certaine importance politique et militaire.

Quelles que fussent les chances favorables, la partie demeurait grosse à jouer. Les Turcs restaient toujours des adversaires redoutables et l'Autriche ne dissimulait guère ses convoitises. En plus, les Serbes, en dehors de la Tcherna-Gora, n'avaient aucun allié et étaient exposés à la double menace de Constantinople et de Vienne.

Les Bulgares manquaient de chefs, d'armes et de munitions. Les Serbes d'Autriche ne pouvaient pas refuser de combattre dans l'armée impériale. Les Roumains ne désiraient pas entrer dans une guerre qui ne touchait qu'assez indirectement leurs intérêts. Quant aux Grecs, ils n'avaient aucune sympathie pour les Slaves et en plus ils souhai-

taient que la Turquie subsistât tant qu'ils ne seraient pas en état d'en saisir une bonne part.

Sans illusion sur le succès immédiat, le prince Michel tâtait le terrain et préparait l'avenir. Il ne voulait pas forcer l'occasion, mais ne désirait pas la laisser échapper.

Tous ses projets prirent brusquement fin au mois de juin 1868 lorsqu'il fut assassiné dans un parc à Belgrade.

La mort du prince Michel fut un immense malheur pour tous les chrétiens de l'empire ottoman et en particulier pour le peuple serbe. Il fit beaucoup pour la cause nationale et resta l'idéal de tous les Serbes. L'aspiration séculaire du peuple serbe: la délivrance de tous les frères et le rétablissement de la patrie, trouva son digne représentant en sa personne. Les ennemis des Serbes, en le faisant lâchement assassiner, empêchèrent la réalisation de son idée de délivrer tous les Serbes et de réaliser ensuite la confédération balkanique.

De son vivant, il guida son peuple; après sa mort, de son monument (à Belgrade), où il est représenté à cheval, la main étendue, il semblait rappeler à chaque jeune génération qu'il y avait encore des frères esclaves à délivrer. Malheureusement les fautes et les crimes des deux successeurs de Michel anéantiront son travail et briseront pour quelque temps encore l'espoir du peuple serbe.

CHAPITRE V

La Serbie vers la fin du XIX^e siècle

a) *La question d'hérédité*

La question des forteresses fut donc réglée sous le règne du prince Michel, à la satisfaction des Serbes. Il n'en était pas de même de la question de l'hérédité qui se posa de nouveau en 1868 à sa mort.

L'assassinat de ce prince laissait, en effet, le trône dans des conditions spécialement graves, car il n'y avait pas d'héritier direct de la couronne. Le gouvernement provisoire, fidèle à la ligne de conduite tracée par la loi de 1859, fit proclamer Milan Obrenovitch, cousin du prince Michel et son parent le plus proche.

Devant l'attitude de la France, de l'Angleterre et de l'Autriche, la Porte n'osa pas refuser l'investiture. Dès lors les puissances purent considérer la question d'hérédité comme définitivement réglée.

« Nous avons vu avec satisfaction, déclare le gouvernement français, toute liberté d'initiative laissée à la Serbie pour le choix d'un souverain, et l'assemblée nationale réunie à Belgrade, désigner pour

successeur au prince Michel, un membre de sa famille. La question d'hérédité, qui, dans plusieurs circonstances précédentes, avait été l'objet de certaines controverses, est définitivement tranchée dans le sens des vœux du pays » (1).

La constitution de 1869 affirma l'hérédité dans la famille Obrenovitch, ce qui fut accueilli sans protestation. Le principe de l'hérédité ne fit partie du droit public de la Serbie qu'après le traité de Berlin, qui reconnut l'indépendance de la Serbie, libre de modifier sa constitution.

Pendant plus de trente ans, la Serbie eut à subir une crise terrible, provoquée par l'incapacité notoire des deux derniers Obrenovitch.

Le nouveau prince, Milan, conserva le pouvoir de 1868 à 1889. Il a été à juste titre apprécié avec une sévérité extrême par les historiens et M. E. Denis, traçant son portrait a caractérisé avec une vive énergie ce qu'a été ce gouvernement lamentable pour la Serbie. Malgré sa dureté, cette appréciation est à citer: « Il est fort inutile, et il serait écœurant, plus encore que fastidieux, d'essayer de raconter par le menu les coups d'Etat, les palinodies, les parjures, les pantalonnades grotesques ou odieuses du misérable viveur qui, après avoir ruiné et vendu son pays, traîna dans les tripots et les

(1) Exposé de la politique générale. *Livre jaune* de 1869.

maisons malfamées le nom glorieux du bourg de Takovo, berceau de l'indépendance serbe » (1).

Elevé à Paris et transporté subitement à Belgrade, où il devait gouverner un peuple de paysans dévoués et ayant foi dans leur prince, il ne comprit point quels étaient les devoirs qu'il avait à remplir. Il sacrifia son peuple à lui-même. Il ruina les finances de la Serbie et imposa à la *skoupschtina* des emprunts usuraires et des contrats scandaleux. Pour mener joyeuse vie, il accabla son peuple d'impôts et le ruina matériellement et moralement.

b) *L'insurrection de la Bosnie et de l'Herzégovine. La guerre. — Congrès de Berlin*

Les réformes que la Turquie avait promises en 1856 demeuraient lettre morte et la condition chrétienne de l'empire ottoman devenait de plus en plus mauvaise. Nulle part cette condition n'était aussi dure qu'en Bosnie et en Herzégovine. Cela provoqua, en 1875, une révolte rurale qui éclata tout d'abord en Herzégovine et se propagea ensuite rapidement en Bosnie.

La Serbie n'avait ni désiré ni provoqué ce soulèvement, mais elle ne pouvait non plus rester indifférente, à moins de renoncer à tout espoir d'avenir.

Lorsqu'il parut évident que le Turquie n'était

(1) E. Denis. *La Grande Serbie*, p. 94-95.

plus capable de maintenir sa domination en Bosnie, l'Autriche songea à se substituer à elle. Bismark, bien qu'il s'en soit défendu, y était favorable, espérant ainsi jeter un élément de discorde entre Vienne et Pétrograd, ce qui lui permettrait de jouer le rôle d'arbitre tout puissant. Il ouvrait en même temps à l'influence germanique la route de l'Orient.

L'insurrection bosniaque créa donc à la Serbie un redoutable devoir. En dehors des motifs sentimentaux, la conquête de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche-Hongrie séparait la Serbie de ses débouchés vers la mer Adriatique et la coupait de la Croatie. D'autre part, ce n'était point le moment de s'exposer à un conflit avec Vienne, car les Serbes ne pouvaient attendre le secours de personne.

Le ministre serbe Ristich comprit, que le seul moyen d'éviter la catastrophe, c'était d'entrer aussitôt en Herzégovine pour y rétablir l'ordre et pour y soutenir les revendications des insurgés. Il espérait, qu'une fois les Serbes installés en Bosnie et en Herzégovine, on ne les en délogerait pas facilement et que leur résistance pourrait émouvoir l'opinion de l'Europe et surtout de la Russie.

Le prince Milan laissa passer l'heure et lorsque se décidant à l'action, il déclara, en 1876, la guerre à la Turquie c'était trop tard. L'Autriche avait gagné le tzar à la politique de conciliation et d'entente dont les Serbes étaient condamnés à payer les frais. La guerre fut malheureuse pour les Ser-

bes qui, malgré leur vigoureuse résistance, furent vaincus et obtinrent un armistice.

Pendant ce temps, le tzar et l'empereur d'Autriche eurent une entrevue à Reichstadt en Bohème dont les conséquences devaient lourdement peser sur l'avenir de la Serbie. La Russie sans s'exprimer formellement, pour se réserver les moyens de revenir sur ses résolutions si la fortune la favorisait, limitait momentanément son action dans l'Est de la péninsule balkanique et abandonnait la Serbie à l'influence autrichienne. Elle promettait en plus qu'elle ne consentirait jamais que la Serbie acquit le territoire situé entre la Dalmatie, la Slavonie et la Croatie. L'Autriche marquait ainsi nettement la politique qu'elle allait suivre en Serbie : tolérer son existence tant qu'elle resterait sa vassale docile et lui servirait à faciliter sa progression vers le Sud, l'anéantir sans pitié si elle aspirait à se constituer en un Etat puissant et indépendant.

Lorsque, en 1877, la Russie entra en guerre avec la Turquie, l'Autriche, n'ayant pu l'empêcher d'entreprendre cette guerre, exigea que les opérations ne fussent pas portées en Serbie, de crainte que la coopération des Serbes et des Monténégrins n'occasionnât le soulèvement de ses sujets slaves.

Malgré cela les Serbes et les Monténégrins prirent les armes et contribuèrent très efficacement à briser la dernière résistance turque. Dans le traité de San-Stéfano la Russie créa la grande Bulgarie, qui devait demeurer dans le champ d'influence russe. Elle comprenait qu'il était trop tôt, après

l'entrevue de Reishstadt, pour disputer à l'Autriche l'influence en Serbie.

La paix de San-Stéfano ne convenait point aux autres puissances qui ne désiraient pas un pareil succès pour les Russes.

Dans ces circonstances, le congrès de Berlin fut réuni pour régler la situation des Balkans. Il devait aboutir à un désastre pour la cause serbe.

Ce traité déclarait que :

« Les provinces de Bosnie et d'Herzégovine seraient occupées et administrées par l'Autriche-Hongrie. Le gouvernement de l'Autriche-Hongrie ne désirant pas se charger de l'administration du Sandjak de Novi-Bazar, qui s'étend entre la Serbie et le Monténégro dans la direction Sud-Est jusqu'au delà de Mitrovitza, l'administration ottomane continuerait d'y fonctionner..., mais l'Autriche se réservait le droit d'y tenir garnison et d'y avoir des routes militaires et commerciales ».

L'Autriche réalisait ainsi la moitié de son plan. Sa progression vers le Sud commençait. La Serbie était dépouillée de ses espoirs les plus anciens et les plus légitimes, elle était séparée de ses frères les plus proches et coupée de ses débouchés naturels.

Les Serbes ainsi humiliés dans le présent, et frappés dans leur avenir, ne trouvaient aucun réconfort dans les petites rectifications de frontière que le traité de Berlin leur procurait par la dédaigneuse condescendance de l'Autriche.

Il était évident que l'Autriche ne voulait pas

s'arrêter là ; elle comptait supprimer bientôt le dernier obstacle qui la séparait de l'Egée. Il lui restait encore à asservir la Serbie ou à la détruire et à s'ouvrir ainsi la route de Salonique, de Constantinople et d'Asie Mineure.

c) *La Serbie et les intrigues autrichiennes*

Pour atteindre ce résultat l'Autriche ne désespérait pas d'obtenir des Serbes eux-mêmes l'acceptation de la cage dorée qu'elle leur offrait. Elle commença tout d'abord par obtenir du Congrès de Berlin pour les Serbes un agrandissement plus large que ne l'avait prévu la Russie même. Quand il avait été question de proclamer la Serbie complètement indépendante et de détruire les liens, d'ailleurs purement nominaux, avec la Porte, elle ne protesta pas. Elle consentit, en 1882, à ce que le prince Milan prit le titre de roi, elle l'encouragea même. Les cabinets de Vienne et de Berlin avaient pour lui toutes sortes de complaisances.

Le roi Milan s'y laissa prendre.

« La pensée slave, disait-il, a dans le panslavisme son principal ennemi. La Russie est insatiable : elle veut engloutir la Serbie, tandis que la pangermanisation n'est guère redoutable. Dans le conflit imminent entre le germanisme et le slavisme, mon intention et ma volonté est que la Serbie reste neutre ».

Il voulait faire « de la politique serbe et non de

la politique slave ». Il faisait en réalité de la politique autrichienne.

Dans le traité de 1878 le gouvernement serbe s'engagea à faire une union douanière avec l'Autriche. Ce traité trouva une résistance unanime à la *skoupschtina* et les conventions relatives aux relations commerciales et aux chemins de fer ne furent acceptées par elle que sous la pression et les menaces de l'Autriche. Le roi Milan ne s'inquiétait point des résultats de tels actes dont il était le vrai auteur.

Dans sa note du 7 octobre 1880 présentée au roi, le ministre Ristich exposait la vraie situation :

« L'Autriche prétend occuper en Serbie, d'une façon ou d'une autre, une situation privilégiée, exclusive. La concession qu'elle réclame aujourd'hui ne serait que la première de celles qu'elle mettrait en avant. L'expérience acquise du traité de Berlin est suffisante pour nous convaincre que la monarchie voisine se sent de plus en plus d'appétit pour l'Orient en particulier, nous ne pouvons rien gagner à son amitié. Tôt ou tard, nous devrons nous engager dans une politique de résistance, de défense. Il serait puéril d'espérer d'elle une amitié que nous n'obtiendrons jamais. Si elle aperçoit quelque intérêt à nous prêter son appui sur quelque point, elle nous le fera chèrement payer. Ce que nous devrions attendre dans ce cas, ce ne serait rien de moins qu'une union douanière, une union militaire, etc... ».

Voyant dans le ministre Ristich un fort adver-

saire de sa politique austrophile, le roi le renvoya.

Après un traité de commerce, qui faisait dépendre de l'Autriche le progrès et la vie économique de la Serbie, le roi Milan signa avec elle un autre traité, celui-là secret, deux fois renouvelé, d'après lequel l'Autriche s'engageait à « aider l'extension de la Serbie dans la vallée du Vardar » et la Serbie s'engageait en échange de ne jamais faire de la propagande dans les provinces autrichiennes et en cas de guerre à ouvrir à sa voisine ses places de Belgrade et de Nisch. C'est ainsi que l'Autriche préparait sa marche vers Salonique.

En poursuivant sa politique austrophile, le roi Milan finit par être dupe de l'Autriche. Le fait se passa en 1885, quand les Bulgares occupèrent brusquement la Roumélie orientale et se proclamèrent indépendants. Depuis le congrès de Berlin, qui supprima la grande Bulgarie, créée par la Russie dans le traité de San-Stéfano, les Bulgares avaient le cadre de leurs ambitions tracé et travaillaient dès lors à réaliser le programme russe. En occupant la Roumélie orientale, les Bulgares réalisaient une partie de leurs aspirations. Seulement cet agrandissement ne plaisait pas à l'Autriche, car elle voyait dans la Bulgarie une cliente naturelle de la Russie, qui pourrait la gêner dans sa progression vers Salonique.

Elle voulut alors profiter de l'occasion pour affaiblir les Bulgares et poussa le roi Milan à leur déclarer la guerre. Celui-ci, obéissant aux instructions de Vienne, se lança contre les Bulgares (14

novembre 1885). Pour justifier son action il fit voter par la *skoupschtina* domestiquée cette adresse absurde : « Le peuple serbe a été blessé par les derniers événements dans son sentiment de droit. Si nous devions admettre la destruction par la force d'un acte international, nous n'aurions plus aucune garantie pour notre développement pacifique et contre une propagande de bandits ».

On invoquait donc comme cause de la guerre : la violation par les Bulgares du traité de Berlin, qui donnait à la Roumélie orientale une autonomie locale tout en la laissant sous la dépendance du Sultan.

Cette guerre fut malheureuse pour les Serbes. L'armée serbe franchit tout d'abord la frontière et après avoir dispersé les détachements avancés de l'armée bulgare, se mit en marche sur Sofia. Cette marche fut arrêtée d'abord à Tsaribrod, puis à Slivnitza, où le gros de l'armée bulgare en prenant l'offensive gagna la bataille et refoula les Serbes sur leur territoire. Après Slivnitza, les Serbes essayèrent encore de résister à Tsaribrod, mais sans succès. Les Bulgares après avoir occupé Pirot, marchèrent sur Nich.

Pour sauver sa dynastie, Milan, conseillé par tous ses ministres et par la reine, songeait alors à abdiquer lorsqu'il reçut de Vienne des paroles de consolation et de réconfort, ainsi que des promesses de secours. Encouragé, il voulut continuer la guerre et rassemblait déjà de nouveaux régiments. Mais l'Autriche, lorsqu'elle comprit que la conti-

nuation de la guerre serbo-bulgare ne pourrait lui être plus d'aucun profit, intervint pour faire cesser la lutte. La Serbie conclut la paix avec la Bulgarie sur le *statu quo ante*, à Bucharest, le 3 mars 1886. La Bulgarie fut ainsi tacitement approuvée dans sa conduite de Roumélie.

Après avoir perdu par ces procédés de gouvernement ses derniers partisans, le roi Milan abdiqua, en 1889, et partit pour Vienne. Un soupir de soulagement s'échappa de toutes les poitrines.

Malheureusement on n'en avait pas fini avec lui, car jusqu'au mariage du roi Alexandre Ier, il resta le mauvais génie de son peuple et du nouveau souverain.

L'Autriche se servait de lui pour empêcher tout rapprochement de la Serbie avec la Russie, la Bulgarie et le Monténégro. Tout occupé qu'il parut à ses plaisirs, il continuait d'exercer une direction occulte sur l'esprit de son fils Alexandre. Il le maintenait dans la ligne politique qu'il avait suivie lui-même : docilité envers l'Autriche et conservation du régime absolutiste à l'aide de coups d'Etat répétés. Il revint même à Belgrade pour enseigner plus facilement au jeune roi à gouverner contre le sentiment du peuple. Cette influence, qu'il exerça sur son fils, subsista jusqu'au jour où elle fut remplacée par une influence féminine. En voulant empêcher le mariage indigne d'Alexandre avec la femme qui avait su s'emparer de son cœur et de sa faible intelligence, Milan se vit brutalement jeté

hors de la vie du couple royal. Mort soudainement à Vienne, il fut épargné au bon serviteur de l'Autriche, la douleur d'être témoin de la catastrophe de 1903, qui mit fin à sa dynastie.

CHAPITRE VI

La Serbie sous Pierre Ier Karageorgevitch

Lorsque le roi Pierre monta sur le trône, la situation extérieure aussi bien qu'intérieure de la Serbie était désespérée.

Son premier devoir fut d'améliorer au plus tôt la situation intérieure du pays, et pour cela il se borna à jouer avec application et sincérité le rôle du roi constitutionnel ne heurtant jamais la volonté populaire lors des élections, ce que faisaient ses prédécesseurs.

Extérieurement le royaume était lourdement compromis par le complot régicide. L'Europe entière, qui se pique de civilisation et qui fait volontiers profession de vertu quand il ne lui en coûte rien, jetait un cri d'indignation et d'horreur contre le peuple serbe. Les officiers italiens renvoyèrent leurs décorations serbes, l'Angleterre rappela son ministre et la pudibonde Autriche, pour donner un spectacle de haute moralité, manifesta le dégoût « pour le crime hideux et universellement condamné », tandis que Abdul-Hamid, l'assassin de 300.000 Arméniens, flétrissait en termes pompeux, les meurtriers de Draga.

Le gouvernement du roi Pierre franchit toutes les difficultés, intérieures aussi bien qu'extérieures, et ouvrit pour l'histoire serbe un nouveau chapitre: le chapitre européen. Les années des disputes intérieures sont suivies d'années remplies de querelles retentissantes avec l'Autriche-Hongrie et illustrées par des victoires balkaniques. Les jours de gloire et de misère vont s'ouvrir. Avant que la politique allemande de destruction des petites nations fût à l'ordre du jour, la Serbie a été le champion des nationalités menacées par les puissances centrales. Comme tel, elle ne craignait point de faire une audacieuse figure en face du géant autrichien. En se défendant, elle défendait la cause des petits Etats, de quoi ceux-ci devront lui être éternellement reconnaissants.

a) *Situation de la péninsule balkanique à la veille de la guerre turco-balkanique*

Quelle était la situation politique de la péninsule balkanique à la veille des événements de 1912-1913?

D'un côté il y avait quatre royaumes chrétiens: la Bulgarie, la Serbie, la Grèce et le Monténégro; de l'autre, l'empire turc, qui possédait encore en Europe: l'Albanie, une partie de l'Epire, la Macédoine, la Roumélie, la Thrace et une grande partie des îles de l'Archipel.

Le statut des Balkans avec cette répartition de

territoires était l'expression de la dernière grande charte des Balkans, issue du Congrès de Berlin.

Le *statu quo* de la Turquie était garanti par les puissances européennes, malgré la volonté opiniâtre des peuples balkaniques pour réaliser leur unité nationale. La volonté froide et raisonnée de l'Europe avait besoin de la Turquie afin de tenir dans l'indéterminé les conflits d'intérêts que sa disparition entraînerait fatalement.

L'article 23 du traité de Berlin laissait la liberté aux grandes puissances d'intervenir dans les affaires de la Turquie. L'état d'anarchie subsistait et l'insécurité s'aggravait de plus en plus pour les chrétiens de l'empire turc, et les puissances ne profitaient point de l'article 23 du traité de Berlin. L'action des puissances aurait pu être efficace si, dans un même esprit, avec unité de vues et un plan commun, elles avaient exigé l'exercice de leur contrôle. La Porte devant le spectacle de leurs rivalités et de leurs querelles en a profité pour déjouer tout projet sérieux de réformes. Elle était convaincue « que la Turquie n'est pas défendue seulement par ses propres forces; qu'elle est défendue aussi par la coalition des convoitises qui veille sur elle » (1).

En 1908, l'Autriche-Hongrie profita des troubles créés par la révolution jeune-turque et annexa, par un acte unilatéral, les provinces de Bosnie et d'Herzégovine. Cela prouvait péremptoirement que l'Au-

(1) D. Jancovici. *La crise balkanique* (1912-13), p. 66.

triche, jouant cartes sur table, entrait dans la période de réalisation de ses visées balkaniques.

Cette annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche a été douloureusement ressentie en Serbie. Les populations entièrement serbes de ces deux provinces, vivaient dans l'espoir de se voir réunir un jour avec leurs frères de Serbie. L'initiative autrichienne brisait ces espoirs. Un cri de fureur parcourut le royaume : « La Bosnie et l'Herzégovine sont notre Alsace-Lorraine » clamaient les Serbes.

Pour éviter un conflit, l'Europe se résigna et accepta la nouvelle situation. Ce qui est évident, c'est que l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche-Hongrie était un coup directement porté à la Serbie.

La Russie se relevait à peine des suites de la guerre japonaise et de la révolution avortée de 1905. Encore en convalescence, elle ne pouvait s'exposer à de nouvelles aventures. Pour couvrir la retraite du gouvernement russe, l'Angleterre stipulait pour la Serbie « les garanties d'existences ». Les négociations furent menées rapidement par l'ambassadeur britannique à Vienne, assisté de ses collègues russe et français.

Il ne resta au gouvernement serbe qu'à se soumettre ce qu'il fit dignement et sans récrimination. Le 31 mars 1909, le ministre de Serbie remit à M. d'Ærenthal la déclaration dictée par lui aux ambassadeurs de la Triple entente, d'après laquelle la Serbie reconnaissait purement et simplement

l'annexion, s'engageait à ne jamais s'immiscer dans les affaires bosniaques et promettait de vivre désormais avec l'Autriche-Hongrie sur le pied du bon voisinage.

En récompense de sa docilité, la Serbie reçut des ambassadeurs des mêmes puissances l'assurance que l'Autriche-Hongrie ne commettrait aucun acte pour attenter à l'indépendance, à l'intégrité et au libre développement de la Serbie. Ce ne fut qu'une promesse sans importance pour la diplomatie autrichienne, comme on l'a bien vu plus tard.

La question d'Orient était virtuellement rouverte, on le sentait bien en Europe et on se rendait compte que le sort de la péninsule balkanique allait être l'enjeu des luttes proches vers lesquelles l'Europe courait à grands pas.

La Russie impériale ne pouvait rester sous le coup de cette retraite diplomatique, qui diminuait sensiblement son prestige auprès des nations balkaniques. Il était à prévoir que la Russie userait largement du répit qui lui était laissé, pour activer sa réorganisation militaire. Et lorsque le rideau, après un entr'acte de cinq années, se leva sur la seconde partie du drame austro-serbe, elle ne recula pas et entra en lice, armée pour la lutte.

b) *L'alliance balkanique*

L'établissement définitif des Autrichiens à Sarajevo et à Mostar, réduisait le gouvernement de Belgrade à une sorte de désespoir. A chaque instant

l'Autriche pouvait trouver un prétexte d'intervention en Albanie ou en Macédoine et une fois qu'elle y aurait pris pied, il serait trop tard pour l'en déloger.

Le seul moyen pour éviter le péril qui menaçait la Serbie était de prévenir l'attaque par une offensive brusquée. Pour cela il fallait réunir les diverses puissances balkaniques dans une action commune de libération.

La Bulgarie, qui avait profité des grands événements politiques en s'associant au jeu de l'Autriche et en se déclarant indépendante au même moment que l'Autriche proclamait l'anexion de deux provinces, finit par se convaincre que la « marche vers l'Est » de l'Autriche-Hongrie devenait aussi inquiétante pour elle. Elle commençait à comprendre que cette marche devait conduire l'Autriche à Salonique et Salonique était en Macédoine, province sur laquelle la Bulgarie portait ses prétentions. La Grèce s'agitait pour les mêmes motifs.

A part cela, « l'ottomanisation » meurtrière des Jeunes-Turcs, posait pour tous les cabinets balkaniques avec urgence l'éternel problème macédonien.

La révolution des Jeunes-Turcs, en 1908, a été saluée tout d'abord en Europe avec enthousiasme. On espérait voir une Turquie nouvelle, plus civilisée, qui avec une constitution moderne changerait la situation de ses sujets chrétiens. Cet étrange spectacle ne faisait naître, en réalité que des espérances ne reposant sur aucun fondement solide. L'empire turc n'est arrivé à sa puissance et à sa

longévité que grâce à la prédominance de la race turque sur un assemblage de populations chrétiennes, maintenues par la force dans un état humiliant d'infériorité. Il était donc impossible pour les Turcs de renoncer de plein gré à cette situation prépondérante et de devenir égaux avec leurs anciens sujets.

Avant la révolution de 1908, le représentant de ce « Turquinisme » était le féroce Abdul-Hamid, et après la révolution il fut remplacé par les Jeunes-Turcs, héritiers des instincts cruels des anciens Sultans. Au lieu d'avoir un tyran unique, on avait une bande de tyranneaux.

L'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche, la proclamation de l'indépendance de la Bulgarie, la conquête de la Libye par les Italiens, avaient précipité l'évolution réactionnaire des Jeunes-Turcs. Ils étaient redevenus ce qu'au fond ils n'avaient jamais cessé d'être, des Turcs, aussi Turcs que les représentants de la vieille Turquie, et décidés à conserver toute leur puissance pour pouvoir satisfaire tous leurs appétits.

Le changement qui se produisit dans l'empire turc, au lieu de le rajeunir, n'a fait qu'accentuer sa décrépitude.

Sous le coup de ces événements, les puissances balkaniques, conscientes de la division qui régnait entre les grandes puissances européennes et ayant un but précis : l'effondrement de la Turquie d'Europe, devaient profiter de cet ensemble de circonstances favorable pour réaliser les aspirations d'une

suite de générations. La libération des populations chrétiennes était pour les Etats balkaniques un motif naturel d'une intervention armée qu'on allait décorer du nom de croisade contre l'oppresseur musulman, pour justifier l'action aux yeux de l'Europe.

Chaque Etat balkanique comprenait fort bien qu'à lui seul il ne pouvait lutter contre l'empire turc. Le succès dépendait donc avant tout de l'union de tous les Etats balkaniques séparés par des ambitions et des jalousies.

Le roi Pierre savait aussi qu'il ne pourrait pas couper la route de Salonique aux Autrichiens avant d'avoir écarté les Turcs par une action commune avec la Bulgarie. Quant à Ferdinand de Saxe-Cobourg, il voulait recouvrer les territoires que lui avait donnés le traité de San-Stéfano et pour réaliser ce vœu il devait s'allier avec la Serbie. Il pensait bien qu'il faudrait disputer à ses alliés les fruits de la victoire, mais c'était là l'avenir et il fallait pour le moment songer au présent.

Un traité avait déjà été signé, en 1904 (traité de Nisch) entre la Serbie et la Bulgarie, liant les deux pays, dans le but d'exiger en commun des réformes en Macédoine. Les clauses de ce traité ne jouèrent jamais.

Dans les premiers jours d'avril 1911, on commença de nouveau à causer entre Belgrade et Sofia, cette fois en vue d'une alliance défensive et offensive, alliance qui assurerait l'avenir des deux pays voisins.

Presqu'en même temps des conversations s'engagèrent entre Sofia et Athènes en vue de la conclusion d'une semblable alliance. Toutes ces négociations aboutirent à la signature de l'alliance serbo-bulgare, le 13 mars 1912, suivie à bref délai d'une convention militaire, et de l'alliance gréco-bulgare, le 29 mai 1912. Les deux alliances furent suivies par un accord verbal bulgaro-monténégrin.

Les articles de l'annexe secrète du traité serbo-bulgare comportaient la communication du traité au gouvernement russe, dont l'approbation était sollicitée ainsi que l'engagement de soumettre les différends causés par son interprétation à la décision définitive de la Russie. Cela prouve quelle a été la part prise par la diplomatie russe à l'enfantement de ces alliances. Belle revanche pour ses échecs diplomatiques de 1878 et surtout de 1908. L'alliance balkanique avait sa pointe tournée contre la Turquie, mais elle devait aussi combattre l'expansion germanique en Orient, le « Drang nach Osten ».

c) *Guerre turco-balkanique. — Trahison bulgare*

Une grande œuvre se trouvait couronnée, les Etats chrétiens des Balkans allaient soutenir leurs droits devant le tribunal de l'Europe. La devise « les Balkans aux Balkaniques » devait surprendre fort l'Europe, habituée à regarder la péninsule comme un champ de luttes à elle réservé. Cela de-

vait remplir d'inquiétude l'empire austro-hongrois, qui voyait dans le bloc balkanique la seconde griffe de la tenaille slave, sous laquelle il se sentait déjà défaillir.

Ainsi unis, les Etats balkaniques attendirent avec impatience, l'arme au pied, le signal pour se jeter contre les Turcs.

Le 30 septembre 1912, les Etats des Balkans décrétèrent la mobilisation générale et sommèrent le gouvernement turc de donner immédiatement une autonomie complète à ses populations chrétiennes d'Europe. La Sublime Porte répondit par une déclaration de guerre.

On assista alors à un spectacle auquel on était loin de s'attendre. Ce que la Russie n'avait pu faire après une longue lutte que partiellement, l'union balkanique l'avait totalement accompli dans l'espace d'un mois. L'armée turque chassée de la Macédoine, de la Chalcidique et de presque toute la Thrace, se trouvait refoulée sous les murs de Constantinople.

Les Serbes pour leur part, avaient vengé leurs morts de Kossovo, le 20 octobre 1912, en remportant une victoire éclatante sur ce même champ des Merles, qui avait jadis bu le sang de leurs ancêtres.

L'Autriche-Hongrie, qui comptait sur la force des armées du Sultan, assista avec stupeur à cette révélation de la force militaire de la Serbie. Les divisions serbes, descendant les pentes des Alpes albanaises, apparaissaient déjà sur le rivage de l'Adriatique. Forcée par la menace du cabinet de

Vienne, soutenu par l'Allemagne et l'Italie, et conseillée par les puissances de la Triple Entente surprises de la possibilité d'un conflit européen, la Serbie se vit obligée de retirer ses troupes et d'abandonner la mer Adriatique. Cette fois encore, l'espoir de s'ouvrir l'accès de la mer était enlevé à la Serbie par sa grande voisine.

C'est l'Autriche-Hongrie qui, en opposant son véto formel à l'expansion de la Serbie le long de l'Adriatique, ce qui était vu aussi de mauvais œil à Rome, fit crouler tout l'échafaudage de l'alliance balkanique. La Serbie n'avait plus d'accès à la mer, et pour atteindre Salonique, qui était aux mains des Grecs, il fallait traverser une enclave bulgare qui la séparait de la Grèce. Le partage de la Turquie allait devenir, en effet, trop inégal, d'autant plus que l'armée serbe avait aidé les Bulgares à prendre d'assaut Andrinople, dont la conquête n'avait pas même été prévue dans le traité d'alliance.

La Serbie se trouvait donc refoulée de la mer et enfermée dans ses montagnes, tandis que la Bulgarie, déjà riveraine de la mer Noire, en s'emparant d'une partie du rivage de la mer Egée, se trouvait commodément à cheval sur deux mers. La Serbie était ainsi fondée de demander à son alliée la révision du traité du 13 mars.

Les Bulgares se montrèrent intransigeants. Le gouvernement serbe proposa alors de recourir à l'arbitrage du tzar de Russie. Elle prouvait par là sa bonne volonté d'éviter le conflit, car, en somme, le peuple serbe n'avait aucune raison d'attribuer

au tzar des sentiments particulièrement bienveillants, n'ignorant pas que, par habitude, par politique et par instinct, la Russie avait pour les Bulgares quelque faiblesse de cœur. La première impression du peuple serbe après cette démarche de son gouvernement fut un mouvement d'inquiétude et même de révolte. La *skoupschtina* décida « de ne pas permettre que les intérêts vitaux de la Serbie fussent abandonnés ». Le roi accepta l'arbitrage sans réserve.

Pendant que la modération et le bon sens triomphaient à Belgrade, à Sofia, la direction des affaires était entre les mains du roi et de ses officiers qui se leurraient de fantastiques illusions. Ils voulaient assurer l'hégémonie bulgare dans les Balkans par une guerre victorieuse. Le plan bulgare était, suivant l'ordre du commandement bulgare (30 juin 1913) « d'attaquer sans déclaration de guerre, de frapper de grands coups sur les adversaires, pour les amener à des concessions décisives et de se saisir du territoire contesté ». Ferdinand de Saxe-Cobourg eut, dans de moindres proportions, le même dessein que Guillaume II aura l'année suivante.

Dans la nuit du 29 au 30 juin, les Bulgares attaquèrent les troupes serbes et grecques. En accomplissant cet acte de trahison, le tzar des Bulgares croyait avoir partie gagnée, il allait au contraire au devant du désastre le plus complet et le plus mérité. Vaincu, il dut accepter le traité de Buca-

rest, qui fit évanouir son rêve d'hégémonie dans les Balkans.

La dislocation de l'union balkanique a eu de graves conséquences dans la guerre que nous venons de vivre. L'alliance de ces Etats, barrant la route de Constantinople à la poussée des Allemands, eût été un bon facteur pour la paix européenne. Les empires centraux n'auraient pu négliger un pareil adversaire. Lorsque le chancelier de l'Empire avait voulu justifier devant le Reichstag en avril de cette même année 1913, l'augmentation de l'armée allemande, il invoqua la constitution de la coalition serbo-bulgaro-grecque, à laquelle l'Autriche-Hongrie serait obligée de faire face, car il était évident que le champion balkanique se rangerait du côté de la Russie.

Malheureusement, l'Autriche-Hongrie, pour laquelle l'union des Etats balkaniques était dangereuse, et l'impérialisme de Ferdinand de Saxe-Cobourg et de ses généraux empêchèrent le maintien de cette alliance ce qui causa bien des tribulations aux pays balkaniques et en particulier à la Serbie.

CONCLUSION

Divisé pendant des siècles et soumis en partie aux Turcs, en partie aux Autrichiens et aux Hongrois, le peuple yougo-slave n'avait jamais perdu l'espoir d'être un jour libéré de ses oppresseurs et de pouvoir se réunir en une même famille, dans un Etat unique, libre et indépendant.

Il a eu à supporter de longues et terribles souffrances et il est difficile de constater quel a été pour lui l'oppresseur le plus cruel. Le Turc, l'Autrichien et le Magyar, étaient tous les mêmes, chacun d'eux voulait faire disparaître les sentiments nationaux du peuple yougo-slave avec, il est vrai, des procédés différents.

Les luttes que les Serbes de la Choumadia et de la Matchva menèrent au commencement du XIX^e^ siècle contre les Turcs pour conquérir leur indépendance perdue depuis cinq cents ans, furent dures, car ils étaient délaissés de toute l'Europe chrétienne. Les Russes, pour tout appui, ne faisaient que les encourager moralement et encore lorsqu'ils y trouvaient leur intérêt. Malgré cela, grâce à son énergie, le peuple serbe lutta courageusement et

reconquit peu à peu son indépendance. Dès lors, les regards de tous les Yougo-Slaves se tournèrent vers Belgrade, qui devint leur idéal et leur âme.

L'Autriche-Hongrie voyait dans la Serbie nouvelle une dangereuse voisine, qui pouvait provoquer le soulèvement de tous les Yougo-Slaves de l'empire dualiste. De là ses efforts pour empêcher l'agrandissement et le progrès de la Serbie pendant tout le XIX^e^ siècle et surtout dans les guerres balkaniques de 1912-1913. La Serbie libre et indépendante barrait la route de Salonique à l'Autriche, qui essaya d'en faire une de ses provinces. Vers la fin du XIX^e^ siècle, elle faillit réussir, grâce aux complaisances coupables des deux derniers Obrenovitch, rois indignes de la Serbie. Mais lorsque le roi Pierre monta sur le trône, voyant que le nouveau gouvernement serbe ne se prêtait plus à ses manœuvres, il ne resta à l'Autriche, pour réaliser ses projets, que d'user de la force.

En déclarant la guerre à la Serbie en 1914, le gouvernement austro-hongrois ne prévoyait certainement pas que cet acte serait la condamnation de l'Empire des Habsbourg, provoquerait son démembrement et assurerait la libération des nations opprimées durant des siècles.

Aujourd'hui, le peuple serbe n'a plus à craindre ses deux ennemis séculaires : la Turquie et l'Autriche-Hongrie.

La Turquie reçut le grand coup dans la guerre de 1912, qui libéra tous les Serbes de la Vieille Serbie et de la Macédoine. Cette guerre refoula la puis-

sance ottomane sous les murs de Constantinople; depuis, la Serbie n'a plus avec la Turquie de frontière commune et les rapports des deux puissances ont complètement changé. De ce côté, les aspirations serbes sont réalisées et la question turque n'a plus pour la Serbie qu'un intérêt relatif.

Quant à l'Autriche-Hongrie, par un juste retour des choses d'ici-bas, nous avons assisté à son effondrement et à son démembrement, tandis que les Slaves du Sud, qu'elle a opprimés pendant de longues générations, se trouvent libérés de sa tutelle et sont réunis en une même famille.

Depuis le commencement du XIX^e^ siècle ou pour être plus exact, depuis le XIV^e^ siècle, jusqu'à nos jours, le sang du peuple yougo-slave a coulé en abondance sur tous les coins de sa terre nationale. Il recueille aujourd'hui le fruit de ses grands sacrifices et reçoit la juste récompense du sang de ses martyrs. Nous avons là une preuve éclatante qu'un peuple, malgré ses souffrances et un long esclavage ne peut disparaître, s'il sait conserver sa langue, sa religion, ses sentiments nationaux, ses traditions et s'il garde au fond de son cœur l'espérance et l'amour de la liberté.

Cependant, il ne faut pas perdre de vue, que pour sa libération, le peuple youglo-slave doit une reconnaissance éternelle à ses vaillants alliés et surtout à la France. Les Serbes, Croates et Slovènes se souviendront que de nombreux et vaillants fils de la France sont tombés à côté de leurs camarades yougo-slaves tout le long de la Drina et

de la Morava jusqu'au Danube, pour reconquérir et libérer leur pays martyr. Ces vaillants soldats français et yougo-slaves, tombés ensemble sur le champ de bataille doivent servir de base à la future amitié franco-yougo-slave.

Les Serbes, Croates et Slovènes sont appelés maintenant à vivre en paix. Ceux qui sont morts ont payé la liberté du peuple de leur sang, les survivants doivent porter tous leurs efforts pour consolider cette liberté et contribuer à la prospérité de leur patrie.

Pour que le peuple yougo-slave puisse prospérer et se relever, au point de vue économique et politique, la paix intérieure et extérieure lui est indispensable. Pour avoir une paix stable, l'entente de tous les pays balkaniques et des pays nouveaux-nés de l'Europe Centrale, est nécessaire. Tous ces pays ont besoin de la paix et désirent l'accord avec leurs voisins. Il est donc de l'intérêt de tous qu'ils s'unissent. Cette union sera une garantie pour leur indépendance et barrera aux Allemands la route d'Orient.

La France, elle aussi, a intérêt que l'entente de ces Etats se réalise, car elle aura ainsi en Europe orientale de bons et fidèles alliés, prêts à la soutenir pour tenir en échec les ambitions allemandes.

La *France Militaire* du 27-28 août 1920, en parlant de l'alliance entre la Yougo-Slavie, la Tchéco-Slovaquie et la Roumanie, dit:

« Pour notre part, nous croyons que cette Alliance, si nous savons utiliser ses bons offices, ne

peut que servir nos intérêts en Orient. Nés avec le plus large appui de la France, les Etats qui la composent n'oublieront pas notre sorte de parrainage. Cette force nouvelle sur les confins du Danube ne peut constituer, à notre avis, le danger que certains veulent y voir. Attendons du temps la conclusion exacte que dicteront les événements ; mais en attendant faisons crédit aux sentiments généreux qui animent les pays de cette triplice à l'égard de la France ».

Non seulement nous nous associons pleinement à ce vœu, mais nous serions encore plus heureux si à l'alliance entre la Yougo-Slavie, la Tchéco-Slovachie et la Roumanie, venaient se joindre la Pologne et la Grèce. Plus tard même, lorsque les colères seront apaisées et les haines éteintes, les Bulgares et les Hongrois pourraient dans l'intérêt de tous en faire partie.

Nous souhaitons donc que la France, qui là-bas est aimée comme le pays le plus idéal et le plus juste, favorise la réalisation de cette alliance qui pourrait devenir pour elle un appui suffisant lui permettant de marcher toujours à la tête des nations pour défendre le droit, la justice et la liberté.

Vu.
Le Président de la Thèse,
M. MOYE.

Vu.
Montpellier, le 27 octobre 1920.
Le Doyen de la Faculté de Droit,
J. VALÉRY.

Vu et permis d'imprimer.
Montpellier, le 27 octobre 1920.
Le Recteur,
Jules COULET.

BIBLIOGRAPHIE

Seignobos. — Histoire politique de l'Europe contemporaine, Paris, 1897.

Cahuet (Albéric). — La question d'Orient, Paris, 1905.

Pinon (René). — L'Europe et l'empire ottoman, Paris 1913.

Driault (Edouard). — La question d'Orient, Paris 1914.

Lavis (Ernest) et Rambaud (Alfred). — Histoire générale du IVe siècle à nos jours. Paris, 1894.

Rambaud (Alfred). — Etude sur l'histoire byzantine, Paris 1912.

Rachitch (Voïslav). — Le royaume de Serbie. Th. Paris, 1901.

Mickievicz. — Les Slaves. Cours professé au Collège de France, Paris, 1914.

Yiretchek (Konstentin). — Istoria Srba (Histoire des Serbes), Belgrade, 1911.

Léger (Louis). — Le monde slave, Paris, 1850.

Medakovitch (Dan.). — Povesnica srpskoga naroda (Histoire du peuple serbe), Novi-Sad, 1851.

Stanoyevitch (St). — Balkansko poluostrvo do VII veka (La péninsule balkanique jusqu'au VII[e] siècle). Novi-Sad, 1903.

— Kolonizacia Slovena na balkanskom poluostrvo (Colonsation des Slaves dans la péninsule balkanique). Novi-Sad, 1906.

Ranké (Léopold von). — Die serbiche revolition (La révolution serbe), Berlin, 1844.

Canitz. — Serbien (La Serbie). Leipzig, 1868.

Cunibert. — Essai historique sur la révolution et l'indépendance de la Serbie. Leipzig, 1835.

Yuchereau de Saint-Denys. — Histoire de l'empire ottoman depuis 1792 jusqu'en 1844. Paris, 1844.

Nenadovitch (Konstentin). — Zivot i dela Kara-Gordjeva (La vie et les actes de Kara-Georges), Vienne, 1884.

Otto von Pirch. — Reise in Serbien im Spatherbst, 1829 (Voyage en Serbie en automne 1829), Berlin, 1830.

Saint-René Taillandier. — La Serbie, Paris, 1872.

Obrenovitch (Prince Michel-Miloch). — Miloch Obrenovitch ou coup d'œil sur l'histoire de la Serbie de 1813 à 1839, Paris, 1850.

André (Louis). — Les Etats chrétiens des Balkans, Paris, 1918.

Vesnitch. — Le prince Michel Obrenovitch, ses idées sur la confédération balkanique. Les annales internationales d'histoire (Congrès de La Haye), Paris 1889.

Monicault (Gaston de). — La question d'Orient. Thèse, Paris, 1898.

Beyens (Baron). — La Serbie. Revue des Deux-Mondes, 1918.

Santupéry (Léon). — L'Europe politique, Paris, 1895.

Livre jaune de 1869. — Exposé de la politique générale.

Denis (Ernest). — La grande Serbie, Paris, 1915.

Cvijic. — La péninsule balkanique. Paris, 1918.

Jancovici (D.). — La crise balkanique (1912-1913). Paris, 1916.

Belitch (A.). — Srbi i Bugari u balkanskom savezu i medjusobnom ratu (Les Serbes et les Bulgares dans l'alliance balkanique et dans leur guerre mutuelle). Belgrade, 1913.

TABLE DES MATIÈRES

Pages

INTRODUCTION

Politique générale des grandes puissances en Turquie 7

PREMIÈRE PARTIE

LA SERBIE DU MOYEN-AGE

CHAPITRE PREMIER.— Création de l'Etat serbe, son développement et sa grandeur 19

a) Arrivée des Slaves dans les Balkans. Les Serbes et leurs premiers rapports avec l'Empire byzantin. 19

b) Formation de la Serbie indépendante.... 22

c) La grande Serbie du Moyen-âge..... 26

CHAPITRE II. — La chute de la Serbie et ses causes 33

CHAPITRE III. — La Serbie sous la domination ottomane et sa vie nationale..... 41

DEUXIÈME PARTIE

La Serbie restaurée

Pages

CHAPITRE PREMIER — La Serbie au commencement du XIX^e^ siècle 51

a) Origine de la guerre de l'indépendance.. 51

b) La guerre de l'indépendance et ses premiers résultats 54

c) Le traité de Bucharest et ses conséquences pour la Serbie 60

CHAPITRE II. — Miloch Obrenovitch et sa politique 64

a) La deuxième guerre de l'indépendance et l'affranchissement de la Serbie 64

b) Rôle de la Serbie dans la Révolution grecque 67

c) Succes de la diplomatie de Miloch. La convention d'Akermann 71

d) La paix d'Andrinople ; la politique de Miloch. Affaiblissement et maintien de l'empire ottoman 75

CHAPITRE III. — La guerre de Crimée et le traité de Paris 81

CHAPITRE IV. — Le retour de la dynastie Obrenovitch 87

a) Le retour de Miloch et la dernière victoire de sa politique extérieure 87

Pages

b) L'évacuation des forteresses serbes par les garnisons turques 89

c) Les idées du prince Michel sur la confédération balkanique..... 92

CHAPITRE V. — La Serbie vers la fin du XIX^e^ siècle 95

a) La question d'hérédité..... 95

b) L'insurrection de la Bosnie et de l'Herzégovine. La guerre. Le congrès de Berlin. 97

c) La Serbie et les intrigues autrichiennes.. 101

CHAPITRE VI. — La Serbie sous Pierre I^er^ Karageorgevitch..... 107

a) Situation de la péninsule balkanique à la veille de la guerre turco-balkanique..... 108

b) L'alliance balkanique..... 111

c) Guerre turco-balkanique. Trahison bulgare 115

CONCLUSION 120

BIBLIOGRAPHIE 125